

25023



OFF
A11E8
G-3/43
5

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 JANVIER 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Tous avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4925

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNI- CIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire. 17
Québec, 7 janvier 1911.

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTÉ.
[L. S.]

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain—SALUT.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th JANUARY, 1911.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4926

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary-treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office, 18
Quebec, 7th January, 1911.

Proclamation

Canada, Province of Québec. } L. A. JETTÉ.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next—GREETING.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au TREIZIEME jour du mois de DECEMBRE rochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le DIXIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN' FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoins, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, juge en chef de la cour du Banc du Roi dans la province de Québec, Administrateur du gouvernement de Notre province de Québec]

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4931

Avis du Gouvernement

Québec, 6 décembre 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Aristide Rousseau, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant au village d'Ormstown, en le comté de Châteauguay, district de Beauharnois, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean Joseph Hector Lafond, en son vivant notaire public, pratiquant en la paroisse de Sainte-Martine, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

5017.5

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 2 décembre 1910.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-quatrième jour du mois de janvier prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le trente et unième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le septième jour du mois de février prochain.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

4947-5

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the TENTH day of the month of JANUARY next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said THIRTEENTH day of DECEMBER next, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the TENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Chief Justice of the Court of King's Bench in the province of Quebec, Administrator of the Government of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

4932

Government Notices

Québec, 6th December, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Louis Aristide Rousseau, esquire, notary public, practising and residing in the village of Ormstown, in the county of Châteauguay, district of Beauharnois, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Joseph Hector Lafond, in his lifetime notary public, practising in the parish of Sainte-Martine, county and district aforesaid, in accordance with the provisions of the notarial code.

5018

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Québec, 2nd December, 1910.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty fourth day of the month of January next; that no private bill shall be introduced after the thirty first day of said month; that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the seventh day of the month of February next.

4948

L. G. DESJARDINS,
Clerk of Legislative Assembly

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23^e jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Walter M. Kearns, commissaire-priseur, Hugh M. Watson, comptable, Daniel A. Bethune, plombier, Fred. S. Brush, gentilhomme, George A. Slater et Louis Rubenstein, manufacturiers, Joseph Charles Hector Dussault, avocat, de la cité de Montréal, et Héliodore Fortier, marchand, de la cité de Westmount, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles et de toute entreprise en général concernant les immeubles, tant comme patrons que comme agents ;

Faire les affaires de draguage et tous les accessoires et dans toute entreprise en général concernant le draguage pour eux-mêmes ainsi que pour autres, par contrat ou autrement ;

Faire en général les affaires de construction pour eux-mêmes et pour autres, par contrat ou autrement ;

Emettre et donner en paiement des droits ou biens acquis par la compagnie, des actions en partie payées ou complètement acquittées du fonds social de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou acquérir autrement des actions du fonds social de corporations semblables ;

Racheter ses propres actions avec le surplus de ses fonds en la manière et aux conditions prévues par les règlements, sous le nom de "Saint Andrews Land Company", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre mille neuf cents (4900) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

5437 2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Eugène Gagnon, M. D., Yvon Lamontagne, avocat, Benoit Trudel, marchand, René Chenevert, avocat, Arthur Beauchesne, avocat, et Joseph Albert Guimond, courtier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Chercher et explorer des mines et minéraux ;

Acquérir par charte, option, bail, achat ou autrement toutes mines de radium, quartz, mica, or, argent, nickel, zinc, cuivre, cobalt, plomb, asbesté, et acquérir, louer, posséder et aliéner des réclamations, mines, terrains miniers, droits et propriétés de mines, droits de mines, droits de rémergé ou tout autre intérêt en iceux, inventions mécaniques, droits de patente d'invention ou le droit de se servir de tous appareils ou droits de patente se rapportant aux droits et objets susdits ;

Chercher, excaver, creuser, extraire, tirer, faire toutes les opérations par lesquelles le sol, la terre, les roches et les pierres, dans le but d'extraire tous les minéraux quelconques, soient minés, creusés, évés, lavés, passés au crible, fondus, épurés, broyés ou traités en aucune manière et pulvérisés ; employer, préparer et amalgamer le quartz, les métaux aurifères et tous autres minéraux et donner une valeur marchande à ces minéraux par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou en disposer autrement ; faire toutes opérations métallurgiques ayant rapport et nécessaires aux fins de la compagnie ;

Acheter, vendre, importer et exporter et manufacturer toutes sortes d'objets en général, marchandises, outils, appareils requis par la compagnie ou

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of December, 1910, incorporating Messrs. Walter M. Kearns, auctioneer, Hugh M. Watson, accountant, Daniel A. Bethune, plumber, Fred S. Brush, gentleman, George A. Slater and Louis Rubenstein, manufacturers, Joseph Charles Hector Dussault, advocate, of the city of Montreal, and Héliodore Fortier, merchant, of the city of Westmount, for the following purposes :

To engage in the real estate business and in any undertaking in general respecting real estate as principal as well as agents ;

To engage in the dredging business and all accessories and in any undertaking in general respecting dredging for themselves as well as for others by contract or otherwise ;

To carry on a general construction business for themselves as well as for others by contract or otherwise ;

To issue and give in payment of rights or property acquired by the company partially or fully paid up shares of the capital stock of the company ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire shares of the capital stock of other similar corporations ;

To redeem its own shares with its surplus funds in such cases and on the conditions provided by the by-laws, under the name of "Saint Andrews Land Company," with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four thousand nine hundred (4900) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

5438

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1910, incorporating Messrs. Eugène Gagnon, physician, Yvon Lamontagne, advocate, Benoit Trudel, merchant, René Chenevert, advocate, Arthur Beauchesne, advocate, and Joseph Albert Guimond, broker, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To prospect and explore for mines and minerals.

To acquire by charter, option, lease, purchase or otherwise all mines of radium, quartz, mica, gold, silver, nickel, zinc, copper, cobalt, lead, asbestos, and to acquire, lease, possess and alienate claims, mines, mining lands, mineral rights and properties, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid rights and purposes ;

To search for excavate, dig, extract, draw, carry all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, -rushed or treated in any manner and pulverised ; handle and prepare and amalgamate quartz, auriferous metals and all other minerals to render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof ; and to make all metallurgic operations pertaining to and necessary for the purposes of the company ;

To buy, sell, import and export, and manufacture all kinds of goods generally, merchandize, tools and apparatus required by the company or its servants

ses serviteurs et ouvriers, et faire le commerce comme marchands en général, et aussi comme fournis- seurs, mineurs ingénieurs, et entrepreneurs en général ; acquérir des limites à bois, ériger des moulins à scie et conduire le commerce de bois en général et opérations y ayant rapport ; acheter, louer ou échanger tous les droits, privilèges, meubles et immeubles qui peuvent être utiles ou en rapport aux fins de l'industrie et affaires de la compagnie, et ériger et construire toutes les bâtisses nécessaires, fondeurs, raffineries et pouvoirs d'eau qui peuvent être requis ;

Obtenir, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, brevets d'invention, concessions ou autres droits semblables conférant exclusivement ou droits limités à aucun secret ou informations référant aux inventions de nature à donner tout avantage à la compagnie, et exercer et développer tels droits, secrets ou inventions, et explorer, travailler, développer et améliorer tous droits, réclamations et propriétés appartenant à la dite compagnie ;

Construire, maintenir et exploiter sur sa propre propriété ou sur celles dont elle le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, hangars, entrepôts, moulins et bâtisses nécessaires ou utiles pour ses opérations ;

Construire des tramways ou chemins gravés ou macadamisés à partir des mines jusqu'aux eaux navigables les plus proches, chemins de fer ou chemins publics, et prendre toute terre requise pour le droit de passage et stations, à une juste valeur conformément aux dispositions de la loi, et améliorer et rendre navigable pour le transport du fret de l'allée et venue des mines, tout cours d'eau ou construire un canal de communication entre les cours d'eau navigables, pour le travail le plus profitable des mines ; construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour le transport de ses produits, et exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 6735 à 6741, des statuts refondus de Québec, en la manière y prescrite ;

Emprunter ou obtenir le paiement des argents en général, et pour cette fin affecter et hypothéquer partie ou tous les droits et propriété de la compagnie et aussi son fonds social non payé, et émettre, tirer et accepter des débetures ou stock et obligations, billets, lettres de change ou tous autres instruments négociables ; recevoir et posséder des actions, obligations, débetures ou autres garanties émises par toute compagnie minière, en paiement de minéraux, terres, marchandises ou travaux, et en disposer ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant toute industrie ou faisant un commerce que peut faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions acquittées en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes ;

Vendre, négocier une partie ou toute l'entreprise et les biens de la dite compagnie, à toutes conditions et pour toutes considérations, ou en disposer autrement, et aussi émettre et vendre des actions et stock sous la valeur au pair et à escompte et à tels termes et conditions et à tel taux de prime ou d'escompte, suivant qu'il sera jugé à propos ;

Payer avec les fonds de la compagnie toutes dépenses ayant rapport à la formation, enregistrement et publications de la compagnie, et à l'émission de son fonds social, comprenant les frais de courtage et commission et toutes extensions de ses pouvoirs ;

Faire et exécuter tous ou aucun des susdits objets ou transactions et opérations en la qualité de patrons ou agents, ou en société ou conjointement avec d'autres personnes, société ou compagnies ou associations dans toutes les parties du monde ;

and workmen, and to trade as general merchants, and also as a general contractors, miners, engineers and undertakers ; and to acquire timber limits, erect saw-mills and conduct general lumber trade and operations relating thereto, and to buy, lease or exchange all rights, privileges, properties moveable and immoveables which may be useful or may pertain to the purposes of the company's industry and business, and to erect and build all necessary buildings, smelters, refineries and water powers as may be required ;

To obtain, buy or otherwise acquire all patents, licenses, brevets of invention, concessions or other things similar, conferring exclusive or limited rights to any secret or informations referring to inventions of such a nature as to bring any advantage to the company, and to exert and develop such rights, secrets or inventions, and to explore, work, develop and improve all rights, claims and properties appertaining to said company ;

To build, maintain and exploit on its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water works, roads, factories, warehouses, stores, mills and buildings necessary or useful to its operation ;

To construct tramways or gravel or macadamized roads from the mines to the nearest navigable waters, railways or highways, and take any land required for right of way and stations, at a fair valuation according to the provisions of the law, and to improve and render navigable for the transport of freight to and from the mines, any water-course or construct channel or communication between navigable water-courses, for the more advantageous working of the mines ; and build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products, and to exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 of the Revised Statutes of Quebec, in the manner therein prescribed ;

To borrow or obtain the payment of monies generally and for this purposes affect and hypothecate part or the whole of the rights and property of the company and also its capital stock not paid and to issue, draw and accept debentures or stock and obligations, notes, bills of exchange or any other negotiable instruments ; receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued but any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works,

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto ;

To sell, negotiate or otherwise dispose of part or all the enterprise and the property of the said company at any conditions and for any considerations, and also to issue and sell shares and stock under per value and at discount and upon such terms and conditions, and at such rate of premium or discount as may be deemed advantageous ;

To pay from the funds of the company all expenses referring to the formation, registering and publications of the company, and to the issueing of its capital stock, comprising the costs of brokerage and commission and all expansions of its powers ;

To do and execute all or any of the above objects or transactions and operations in the quality of principals or agents, or in partnership or jointly with other persons, firms or companies or associations in all parts of the world ;

Faires tous les actes et opérations accessoires à ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, et exercer tous ces pouvoirs sous aucune responsabilité, et les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "The Temiscaming-Fabre Gold & Silver Mining Company, Limited", avec un capital total d'un million cinq cent mille piastres (\$1,500,000.00), divisé en un million cinq cent mille (1,500,000.00) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt unième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5405.2

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1910, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, industriel et M. P. P., J. Edouard Alain et Patrick H. Walsh, comptables, de Victoriaville, Charles H. Walsh, cultivateur, de Tingwich, Arthur Lemay, forgeron, et Marjorique Rousseau, cultivateur, de Victoriaville, dans les buts suivants :

Manufacturer des chaises et toutes espèces de meubles ;

Acheter, revendre et faire tout commerce de meubles et de chaises ;

Acheter, posséder et construire tous les immeubles et les usines ou bâtisses nécessaires ou utiles à son industrie ;

Acheter, posséder et construire tous les moulins à bois pouvant lui fournir le bois dont la compagnie pourra avoir besoin pour manufacturer des meubles ;

Acheter, posséder et exploiter toutes les limites à bois pouvant lui être utiles aux fins de son industrie et de son commerce ;

Acheter ou s'amalgamer avec d'autres sociétés, personnes ou compagnies exerçant le même commerce ou la même industrie ;

Accorder des parts acquittées de la compagnie en paiement d'achats ou de services faits ou rendus à la dite compagnie, sous le nom de "The Victoriaville Chair Manufacturing Company", avec un capital total de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00), divisé en trois cent quatre-vingt-dix (390) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

5389-2

Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated, and exert all these powers under no personal liability, and the shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The Temiscaming-Fabre Gold & Silver Mining Company, Limited", with a total capital stock of one million five hundred thousand dollar (\$1,500,000.00), divided into one million five hundred thousand (1,500,000.00) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5406

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of December, 1910, incorporating Messrs. Paul Tourigny, manufacturer and M. P. P., J. Edouard Alain and Patrick H. Walsh, accountants, of Victoriaville, Charles H. Walsh, farmer, of Tingwich, Arthur Lemay, blacksmith, and Marjorique Rousseau, farmer, of Victoriaville, for the following purposes :

To manufacture chairs and all kinds of furniture ;

To purchase, resell and deal in any way in furniture and chairs ;

To purchase, hold and construct all the immovables and workshops or buildings necessary or useful to its industry ;

To purchase, hold and construct all the saw mills that the company may require to supply it with wood to manufacture furniture ;

To purchase, hold and operate all the timber limits that may be useful for the purposes of its trade and industry ;

To purchase or amalgamate with other firms, persons or companies carrying on the same trade or industry ;

To give paid up stock of the company in payment for purchase or services made or rendered to the company, said under the name of "The Victoriaville Chair Manufacturing Company", with a total capital of thirty nine thousand dollars (\$39,000.00), divided into three hundred and ninety (390) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

5390

Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other

social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la

municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the

omme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

4927

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire ce qu'ils peuvent affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend some of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

4928

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres,

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 500 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars

outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements do vent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

4929

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que la municipalité du village de Montréal-Sud s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant l'incorporation du dit village, dans les buts suivants :

Mettre le dit village de Montréal-Sud, sous les dispositions de la loi des cités et villes, et concernant les connexions d'eau, améliorations, lignes de construction, rues privées, arrérages et escompte, coupons d'intérêt, billets et division en quartiers, et pour toutes autres fins qui peuvent être dans l'intérêt de la municipalité.

LIGHTHALL & HARWOOD.

Procureurs de la requérante.

Montréal, 2 décembre 1910.

4995.5

AVIS PUBLIC.

Le soussigné, tant personnellement qu'en qualité d'exécuteur testamentaire d'Alfred Roy, fils, en son vivant des cités et district de Montréal, donne par les présentes avis qu'il s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi définissant les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire désigné au dit testament, autorisant le dit exécuteur testamentaire et administrateur à venir en aide aux enfants et petits enfants du testateur et autorisant le dit exécuteur testamentaire à ajouter à la rente servie en vertu du dit testament aux dits enfants du testateur tant pour leur utilité et leurs besoins que pour l'utilité et le besoin des petits enfants.

ALFRED N. ROY, JR.,

Exécuteur testamentaire.

Montréal, 10 décembre 1910.

5125.4

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Philias Groulx, cultivateur, de la paroisse de Saint Laurent, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi confirmant certains actes de vente et transport par Henri Groulx, Joseph Groulx, père, et Nicolas Groulx, à Philias Groulx, et autres fins.

PHILIAS GROULX,

Pétitionnaire.

Montréal, 14 décembre 1910.

5235.4.

and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

4930

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the municipality of the village of Montreal South will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the incorporation of the said village, for the following among other purposes :

To bring the said village of Montreal South under the provisions of the Cities and Town's Act, and respecting water connections, improvements, building lines, private streets, arrears and discounts, interests coupons, notes and division into wards, and for such other purposes as they may be advised in the interest of the municipality.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for applicant.

Montreal, 2nd December, 1910.

4996

PUBLIC NOTICE.

The undersigned personally as well as in his capacity of testamentary executor of the last will and testament of Alfred Roy, junior, in his lifetime of the city and district of Montreal, hereby gives notice that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act determining the powers of the testamentary executor appointed by said will, authorizing said testamentary executor and administrator to help the children and grand children of the testator and authorizing said executor to raise the rent paid by virtue of said will to said testator's children for their own usefulness and needs and for the usefulness and needs of the grand children.

ALFRED N. ROY, JR.,

Testamentary executor.

Montreal, 10th December, 1910.

5126

Public notice is hereby given by the undersigned, Philias Groulx, of the parish of Saint Laurent, farmer, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to confirm certain deeds of sale and transfer by Henri Groulx, Joseph Groulx, senior, and Nicolas Groulx, to Philias Groulx, and other purposes.

PHILIAS GROULX,

Petitioner.

Montreal, 14th December, 1910.

5236

Avis qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour une loi incorporant la compagnie "Montreal and Northern Colonization Company", pour la construction d'un chemin de fer à vapeur ou à l'électricité partant de Montréal et se dirigeant dans la direction nord, nord-ouest jusqu'à un point à être fixé par ingénieurs et à être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

GEOFFRION, GEOFFRION
& CUSSON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 23 décembre 1910. 5369 2

Avis qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour une loi incorporant la compagnie "Montreal & Southern Railway & Power Company", pour la construction d'un chemin de fer à vapeur ou à l'électricité, à partir d'un point dans la paroisse de Caughnawaga, allant vers le sud-ouest jusqu'à un point sur la frontière internationale sur le lac Saint-François, avec pouvoir d'exploiter les pouvoirs d'eau, de développer l'électricité, de construire un canal artificiel le long du canal Beauharnois, d'opérer des lignes de télégraphe et de téléphone et autres pouvoirs.

GEOFFRION, GEOFFRION
& CUSSON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 23 décembre 1910. 5371 2

Avis est par les présentes donné que M. François-Xavier Décarie, cultivateur, du village de la Côte Saint-Luc, et Dame veuve Benjamin Décarie, jr, du même lieu, cette dernière es-qualité de tutrice à Joseph Marc Décarie, cultivateur, aussi du même endroit, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à vendre les propriétés légués aux dits François-Xavier et Joseph Marc Décarie, par feu Benjamin Décarie, sr., situées au dit endroit, et à donner bon et valable titre et pour autres fins s'y rapportant.

FRANCOIS-XAVIER DECARIE,
DAME VEUVE BENJAMIN DECARIE,
Tutrice.
Montréal, 20 décembre 1910. 5309 3

Avis est par le présent donné que la Compagnie "Shawinigan Water & Power" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte pour lui permettre d'augmenter son capital actions jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas vingt millions de piastres par une résolution adoptée et approuvée par la majorité des porteurs du stock souscrit.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Procureurs de la Compagnie Shawinigan
Water & Power Co.
Trois-Rivières, 9 décembre 1910. 5137 3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant l'incorporation du territoire compris dans les lots de cadastre Nos 229 à 244, inclusivement, de la paroisse de Longueuil, en un village sous le nom de "The Village of Greenfield Park", et de placer le dit village sous les dispositions de la loi des cités et villes, et concernant les connexions d'eau, améliorations, ligne de construction, rues privées, arrérages et escomptes, coupons d'intérêt et division en quartiers.

Et pour toutes autres fins qui peuvent être dans l'intérêt de la municipalité.
LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs des requérants.
Montréal, 21 décembre 1910. 5329 3

Notice that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for a law incorporating the "Montreal and Northern Colonization Company", for the construction of a steam or electric railway starting from Montreal and extending in a north, north west direction up to a point to be fixed by engineers and approved by the Lieutenant Governor in Council.

GEOFFRION, GEOFFRION
& CUSSON,
Solicitors for applicants.
Montreal, 23rd December, 1910. 5370

Notice that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for a law incorporating the "Montreal & Southern Railway & Power Company", for the construction of a steam or electric railway from a point in the parish of Caughnawaga, and then in the direction of the south west to a point on this international border on the lake Saint Francis, with power to develop water powers and electricity, to construct an artificial canal along the Beauharnois canal, to operate telegraph and telephone lines and other powers.

GEOFFRION, GEOFFRION,
& CUSSON,
Solicitors for applicants.
Montreal, 23rd December, 1910. 5372

Notice is hereby given that Francois Xavier Décarie, farmer, of the village of Côte Saint Luc and Dame widow Benjamin Décarie, jr., of the same place, the last mentioned es-quality of tutrix to Joseph Marc Décarie, farmer, also of the same locality, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act giving them power and authority to sell the properties bequeathed to the said Francois Xavier and Joseph Marc Décarie by the late Benjamin Decarie, sr., situated in the said locality, and give good and valid title thereto and also for other purpose relating thereto.

FRANCOIS XAVIER DECARIE,
DAME VVE BENJAMIN DECARIE,
Tutrix.
Montreal 20th December, 1910. 5310

Notice is hereby given that the Shawinigan Water & Power Company will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for an act to amend its charter, for the purpose of increasing its capital stock to an amount not exceeding twenty millions of dollars, by resolution passed and approved by the holders of the majority of the subscribed stock.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
Attorneys for the Shawinigan
Water & Power Co'y.
Three Rivers, 9th December, 1910. 5138

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the incorporation of the territory comprised in cadastral lots Nos. 229 to 244 (inclusive), of the parish of Longueuil, as a village under the name of "The Village of Greenfield Park", and to place the said village under the provisions of the cities' and towns' act, and respecting water connections, improvements, building lines, private streets, arrears and discounts, interest coupons and division into wards.

And for such other purposes as the may be advised in the interest of the municipality.
LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicants.
Montreal, 21st December, 1910. 5330

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation de la Ville de Buckingham" présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour obtenir la revision et la refonte des différentes lois qui la régissent, tout en gardant autant que possible l'ordre des choses établies, en sauvegardant ses droits acquis et ses obligations existantes, et pour la soumettre spécialement à l'opération de la loi de l'acte des Cités et Villes, sauf certaines modifications ayant trait à l'usage des deux langues et à la durée du terme d'office du maire et des échevins, au mode de leur remplacement à leur qualification, à la date des élections et de la préparation de la liste des électeurs, de la nomination, de la population des avis d'élection; de même que quant à la signification des avis des séances ordinaires du conseil, quant au nombre des membres constituant un quorum, et à la manière d'ajourner une séance où il n'y a pas de quorum; et certains pouvoirs additionnels ayant rapport aux bâtisses, aux permis de bâtir et aux honoraires sur ces permis, et à une déclaration de la valeur de toutes constructions nouvelles; à la réglementation des chiens; à la réglementation des voituriers, charretiers et compagnies de transport; au prix de l'octroi des licences d'hôtels au droit de charger une licence aux personnes ne résidant pas dans la ville, y faisant des affaires et y sollicitant des ordres privés; au droit d'aider certaines entreprises industrielles dans ou en dehors de la ville; au taux de l'intérêt qui peuvent être chargés sur arrérages de taxes et au droit d'accorder un escompte sur celles payées dans un temps déterminé; à la prescription des taxes; au droit de prélever une taxe sur les chiens et chiennes, et autre animaux, et sur tout véhicule y compris les automobiles; au droit de charger une taxe sur tout habitant mâle âgé de vingt-un ans demeurant dans la ville depuis six mois et ne payant pas d'autres taxes; sur toute personne mâle âgée de plus de dix-huit ans, résidant dans la ville depuis un mois et y travaillant, et ne payant pas d'autres taxes; sur tout habitant mâle de plus de dix-huit ans, ne demeurant pas dans la ville et qui y travaillent depuis un mois, et ne payant pas d'autres taxes; au devoir des employeurs de fournir une liste de leurs employés travaillant dans la ville; au droit de charger une taxe sur les poteaux érigés dans la ville; ou droit de charger la taxe entière pour toute fraction d'année; au droit de donner les débentures en gage si le marché n'est pas favorable, et de les mettre payables au temps fixé par le conseil; au montant qui peut être emprunté sur billet durant l'année en attendant la perception des taxes; à l'expropriation; au cours ayant juridiction; à la procédure à y suivre et autres fins.

BAUDRY & LANGLOIS,
Procureurs de la Corporation de
la Ville de Buckingham.
Buckingham, 10 décembre 1910. 5187-4

CITE DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

Bureau du Greffier de la Cité.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas six cent mille dollars (\$600,000.00), pour payer le coût de pavage de rues et de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour la construction d'un réservoir uni à l'aqueduc, et pour construire des ponts sur la rivière Saint-Charles, dans la cité; pour modifier la composition du conseil de ville en réduisant le nombre des échevins; pour amender la loi concernant la traversée entre Québec et Lévis, et pour autres objets.

H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité de Québec.
Québec, 12 décembre 1910. 5219-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "The Corporation of the Town of Buckingham", to obtain a bill for the revision and consolidation of the different laws governing it, preserving as much as possible things as actually existing, safeguarding its acquired rights and its existing obligations, and to submit it specially to the provisions of the law of the Cities and Towns Act, except certain modifications concerning the use of both languages, and the duration of the term of office of the mayor and aldermen, and concerning the mode or replacing them, their qualification, the date of the elections and of the preparation of the lists of election, the nomination, the publication of the notices of election, and also the signification of notices of the ordinary sessions of the council, the number of members necessary to constitute the quorum, the manner of adjourning a session when there is no quorum; and certain additional powers concerning the buildings, permits to build and fees payable for same, and a declaration showing the value of every new construction; concerning the regulation of the keeping of dogs; the regulation of carriers, carters and carriage or transport companies; the price for granting hotel licences; the right of charging a licence to the persons not residing in the town, doing business therein and soliciting private orders; the right to encourage industrial enterprises within or outside the town; the rate of interest which may be charged on arrears of taxes and to the right to grant a discount on taxes paid within a specified time; the prescription of taxes; the right to levy a tax on dogs and bitches and other animals, and on every vehicle including automobiles; the right to charge a tax on every male inhabitant, aged twenty one, residing in the town since six months and paying every tax; on every male person, aged over eighteen, residing in the town since one month and working therein, and not paying any other tax; on every male person, aged over eighteen, and not residing in the town, and working therein since one month, and not paying any other tax; concerning the duty for the employers to furnish a list of their employees working in the town; the right to levy a tax on every post erected in the town; the right to charge the entire for any fraction of year; the right to pledge the debentures when the market is not favorable, and to make them payable at the time fixed by the council; concerning the amount which could be borrowed on notes during the year, pending the collection of taxes; concerning expropriation; the jurisdiction as to the courts and procedure, follows therein, and other purposes.

BAUDRY & LANGLOIS,
Solicitors for the Corporation of the
Town of Buckingham.
Buckingham, 10th December, 1910. 5188

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City Clerk's Office.

Public notice is hereby given that the city of Québec shall apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain authority to borrow a sum not exceeding six hundred thousand dollars (\$600,000.00), to pay the cost of paving streets and works of a permanent nature in streets and public squares of the city; for the building of a réservoir connected with the waterworks; and to build bridges on the river Saint Charles, in the city; to modify the composition of the city council by reducing the number of aldermen; to amend the law concerning the ferry service between Québec and Lévis, and for other purposes.

H. J. J. B. CHOUINARD,
City Clerk, City of Québec.
Québec, 12th December, 1910. 5220

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Prudential Trust Company Limited", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, dûment incorporée sous 8-9 Edouard VII, chapitre 124, de la Puissance du Canada, pour obtenir une loi l'autorisant à faire des affaires dans la province de Québec; à accepter de quelque manière qu'elle soit nommée, la position de, et agir, comme fidé-commiss, exécuteur, administrateur, tuteur, curateur soit pour personne ou propriété, conseiller judiciaire, liquidateur, séquestre, receveur, syndic, auditeur, répondant civil ou judiciaire, agent, procureur et autres positions de même nature; recevoir et tenir toute propriété, meubles et immeubles, propres à la compagnie en rapport avec tout dépôt entrepris par ou confié à la compagnie, ou en rapport avec ses affaires en général; émettre des obligations, débetures, débetures-hypothécaires, reçus de dépôts et autres garanties semblables, et exercer tels autres pouvoirs additionnels octroyés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

C. A. BARNARD,
Solliciteur de la requérante.
Montréal, 15 décembre 1910. 5257.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer "The District of Bedford General Hospital".

McKEOWN & BOIVIN,
Solliciteurs des requérants.
Sweetsburg, 17 décembre 1910. 5261.3

Avis est par le présent donné que le soussigné, avocat, Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre à la pratique de la profession légale.

5265.3 GEORGE BELANGER.

Avis est par les présentes donné par Alexis Ringuet, Joseph Husereau, Pierre Roussel, Uranie Baribeau et autres, tous du canton Boyer, comté d'Ottawa, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les septième et huitième rangs du dit canton Boyer, en municipalité séparée, sous le nom de "Municipalité de Boyer Ouest", avec les pouvoirs conférés par le code municipal de la province de Québec, auquel la dite municipalité sera soumise.

THIBAudeau RINFRET,
Procureurs des requérants.
Montréal, 19 décembre 1910. 5289.3

Avis est par les présentes donné par James C. Tory, H. H. Kay, G. E. Williams, G. P. Carreau, R. B. Foster et autres, de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant "The Life Underwriters Association of the province of Quebec", dans le but de promouvoir les intérêts de ses membres, d'établir le commerce d'assurance sur la vie d'une façon efficace et d'obtenir les pouvoirs nécessaires à cet effet.

THIBAudeau RINFRET,
Procureur des requérants.
Montréal, 19 décembre 1910. 5291.3

Avis est par le présent donné que "The Rivermead Golf Club", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans le canton de Hull, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, une association formée pour promouvoir le jeu de golf et autres jeux et

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by "The Prudential Trust Company Limited", a body politic and corporate, having its principal office and place of business in the city of Montreal, province of Quebec, duly incorporated under 8-9 Edward VII, chapter 124, of the Dominion of Canada, for an act to authorize it to carry on business in the province of Quebec; to accept, howsoever appointed, the position of and act as trustee, executor, administrator, tutor, curator either to person or to property, judicial adviser, liquidator, sequestrator, receiver, assignee, auditor, civil or judicial surety, agent, attorney, and other position of a like nature; to receive and hold all property, movable and immovable, convenient to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company or in connection with its business generally; to issue bonds, debentures, mortgage-debentures, trust receipts, and other like securities, and to exercise such other and additional powers as are conferred upon similar companies in this province and for other purposes.

C. A. BARNARD,
Solicitor for applicant.
Montreal, 15th December, 1910. 5258

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The District of Bedford General Hospital".

McKEOWN & BOIVIN,
Solicitors for applicants.
Sweetsburg, 17th December, 1910. 5262

Notice is hereby given that the undersigned, advocate, of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the bar of the said province to admit him to the practice of the profession of law.

5266 GEORGE BELANGER.

Notice is hereby given by Alexis Ringuet, Joseph Husereau, Pierre Roussel, Uranie Baribeau and others, all of the township of Boyer, county of Ottawa, that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to incorporate the 7th and 8th ranges of the said township of Boyer, into a separate municipality, under the name of the Municipality of Boyer West, with the powers given by and under the rule of the municipal code of the province of Quebec.

THIBAudeau RINFRET,
Solicitor for applicants.
Montreal, 19th December, 1910. 5290

Notice is hereby given by James C. Tory, H. H. Kay, G. E. Williams, G. P. Carreau, R. B. Foster and others, all of Montreal, that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to incorporate "The Life Underwriters Association of the province of Quebec", for the purpose of promoting the welfare and interests of its members, and ensuring the proper and efficient carrying on of the business of life insurance and other purposes, and the obtaining of the necessary powers to that effect.

THIBAudeau RINFRET,
Solicitor for applicants.
Montreal, 19th December, 1910. 5292

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Rivermead Golf Club, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the township of Hull, in the county of Wright and district of Ottawa, an association formed for

pour fins sociales, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant sa charte et étendant ses pouvoirs pour lui donner les mêmes droits et privilèges que ceux de "The Ottawa Golf Club", en vertu de la loi 7 Édouard VII, chap. 131, amendée par 9 Édouard VII, chap. 145, et "The Country Club", incorporé par la loi 8 Édouard VII, chap. 157, les deux lois de la dite législature de la province de Québec.

BROOKE & CHAUVIN,
Solliciteurs des dits requérants.

Hull, 7 décembre 1910. 5283.3

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de Rigaud, pour obtenir l'érection en municipalité de ville, sous le titre corporatif de "Ville de Rigaud", et qu'il sera demandé que la dite municipalité soit constituée, conformément aux sections 5256 à 5884, inclusivement, des statuts refondus de la province de Québec, 1909, avec les pouvoirs accordés par la loi des cités et villes, sauf les quelques changements suivants, savoir :

1° La section 5731 R. S. P. Q. "Taxe concernant toute terre en culture, etc., et amendement au rôle, sera remplacée pour la ville de Rigaud.

2° Les sections 5776, 5782 et 5788 concernant les emprunts, seront aussi remplacées pour la ville.

3° Une section sera aussi ajoutée pour la ville de Rigaud pour l'inclusion de certains terrains immédiatement adjacents et contigus aux limites de la dite ville de Rigaud, et autres fins.

CHS. L. CHAMPAGNE,
Procureur du village de Rigaud.

5151-4

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Farnham s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour refondre sa charte, 62 Victoria, chapitre 65, la déclarant sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contenue aux statuts refondus de Québec 1909, avec certains amendements pour entre autres choses, changer son nom en celui de ville de Farnham, diviser la municipalité en quartiers, fixer les droits sur licences d'hôtels, autoriser l'acquisition, la construction, l'entretien et l'exploitation par la ville d'un système d'éclairage à l'électricité, au gaz ou autres, et la vente de la lumière et de la force motrice, déterminer la confection et l'entretien des trottoirs et autres fins.

J. E. LEFEBVRE,
Secrétaire-trésorier.

Farnham, 20 décembre 1910. 5323.3

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurance Mont Royal s'adressera à la législature de cette province, lors de sa prochaine session, pour demander un amendement à sa charte à l'effet de faire disparaître de la dite charte la limitation des opérations dans cette province.

(Signé) La Compagnie d'Assurance Mont Royal.
J. E. CLEMENT, Jr.,

5149-4 Gérant de la dite compagnie.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Charles Auguste Emond, étudiant en notariat, de la paroisse de Vaudreuil, qu'il s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill à l'effet de régulariser la date de la cléricature du soussigné et de faire commencer cette cléricature le 9 octobre 1906, et d'autoriser la Chambre des Notaires de la province de Québec, à admettre le dit Charles Auguste Emond à l'exercice de la profession de notaire, après examen.

Fait à Montréal, ce dix-huit novembre mil neuf cent dix.

5147.4 **CHARLES AUGUSTE EMOND.**

promoting the game of golf and other sports and for social purposes, will apply to the said Legislature for an act confirming its charter and extending its powers to give it similar rights and privileges to those enjoyed by the Ottawa Golf Club, under the act 7 Edward VII, chap. 131, amended by 9 Edward VII, chap. 145, and the Country Club, incorporated by the act 8 Edward VII, chap. 157, both acts of the said Legislature of the province of Quebec.

BROOKE & CHAUVIN,
Solicitors for said applicants.

Hull, 7th December, 1910. 5284

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the corporation of the village of Rigaud, for erection into a town municipality, under the corporate title of "Town of Rigaud", and that application will be made that the said municipality be constituted in conformity with sections 5256 to 5884, inclusively, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, with the powers granted by the Cities and Towns' Act, except the following few changes, to wit :

1. Section 5731 R. S. P. Q. "Tax respecting all land under cultivation, &c., and amendment to the valuation roll, shall be replaced for the town of Rigaud.

2. Sections 5776, 5782 and 5788 respecting loans shall also be replaced for the town.

3. A section shall also be added for the town of Rigaud for including certain lands immediately adjacent and contiguous to the limits of the said town of Rigaud, and other purposes.

CHS. L. CHAMPAGNE,
Attorney for village of Rigaud.

5152

Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Farnham will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 62 Victoria, chapter 65, to declare it subject to the provisions of the cities and town act 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contained in the revised statutes of Quebec, 1909, with certain amendments for the following amongst other purposes, to change its name to that of town of Farnham, divide the municipality into wards, fix duties on hotel licenses, to authorize the town to acquire, build, keep and work a lighting system by electricity, gas or otherwise, and the sale of light and power, to regulate the making and maintaining of sidewalks and for other objects.

J. E. LEFEBVRE,
Secretary treasurer

Farnham, 20th December, 1910. 5324

Notice is hereby given by the Mount Royal Assurance Company that application will be made to the Legislature of this province, at its next session, for the passing of an act to amend its charter for the purpose of removing the restriction limiting its operations to this province.

(Signed) The Mount Royal Assurance Company.
J. E. CLEMENT, Jr.,

5150 Manager of the said company.

Public notice is hereby given by the undersigned, Charles Auguste Emond, notarial student, of the parish of Vaudreuil, that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to regularize the date of the studentship of the undersigned, and to have such studentship commence the 9th October, 1906, and to authorize the Board of Notaries of the province of Quebec, to admit the said Charles Auguste Emond to the practice of the notarial profession, after examination.

Done at Montréal, this eighteenth November, nineteen hundred and ten.

5148 **CHARLES AUGUSTE EMOND.**

Avis est par le présent donné que "The Saraguay Electric and Water Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, établissant des dispositions spéciales pour l'émission de stock privilégié et le droit de vote sur icelui; permettant l'abandon ou rachat de son fonds social soit ordinaire ou privilégié et l'échange du stock ordinaire pour stock privilégié; autorisant la nomination d'un comité exécutif du bureau des directeurs et déterminant ses pouvoirs; ratifiant avec ou sans modifications, règlements ou résolutions déjà passés pour aucun des susdits objets, et de plus ratifier et confirmer les contrats et règlements suivants:

1° Entre "The Saraguay Electric and Water Company" et la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, passé devant E. R. Decary, N. P., le 17 décembre 1909.

2° Entre "The Saraguay Electric and Water Company" et le village de Tétraultville, passé devant E. R. Decary, N. P., le 13 décembre 1909.

3° Entre "The Saraguay Electric and Water Company" et le village du Sault aux Récollets, passé devant C. Paquette, N. P., le 3 décembre 1910.

4° Règlement No. 8 de la ville de Montréal-Est, passé le 9 décembre 1910, et tout règlement amendant icelui, ou autoisant ou pourvoyant à un contrat d'éclairage avec la compagnie.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,

PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,

Solliciteurs de la compagnie.

Montréal, 13 décembre 1910.

5159.4

Avis est par le présent donné que l'honorable François Siméon Tourigny, juge de la cour supérieure, Louis-Philippe Normand, médecin, George Bourgeois, médecin, Philippe L. Lassonde, marchand, William Whitehead, industriel, Auguste Désilets, avocat, et J. A. Tessier, C. R., avocat, tous de la cité de Trois-Rivières, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi, afin d'incorporer "La Ligue Anti-tuberculeuse des Trois-Rivières", dans le but de combattre la tuberculose et de prendre les moyens nécessaires pour en empêcher le progrès.

TESSIER & LACOURSIERE,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 12 décembre 1910.

5163.4

Avis est par le présent que le Synode du diocèse de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi 14-15 Vict., chap. 176, connue sous le titre de "Loi des biens temporels de l'église du diocèse de Montréal", pour faire disparaître les doutes quant au pouvoir d'hypothèques en vertu des dispositions de la section XXI de la dite loi, et pour autres fins nécessaires.

L. H. DAVIDSON,

Procureur des requérants.

Montréal, 13 décembre 1910.

5175.4

Avis est par le présent donné que James E. Greenshields, avocat, de la cité de Montréal, et John D. Oppe, courtier, de la cité de Montréal, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant et ratifiant le règlement passé par la corporation de la cité des Trois-Rivières, le huitième jour de juin, mil neuf cent dix, et l'approbation d'icelui par les électeurs municipaux, le treizième jour de juin mil neuf cent dix leur accordant à eux ou à leurs représentants, un aide ou bonus au montant de \$25,000.00 pour l'établissement d'une manufacture de lingerie, et fixant le montant des taxes municipales sur la dite manufacture pendant l'espace de dix années consécutives.

TESSIER & LACOURSIERE,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 9 décembre 1910.

5119.4

Notice is hereby given that the Saraguay Electric and Water Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, making special provision for the issue of preference stock and the voting power thereof; permitting the surrender or redemption of its capital stock whether common or preferred and the exchange of common for preference stock; authorising the appointment of an executive committee of the board of directors and fixing its powers; ratifying with or without modifications, by laws or resolutions already passed for any of the purposes aforesaid; and further to ratify and confirm the following contracts and by-laws:

1. Between the Saraguay Electric and Water Company and the parish of Pointe aux Trembles, passed before E. R. Decary, N. P., the 17th December, 1909.

2. Between the Saraguay Electric and Water Company and the village of Tétraultville, passed before E. R. Decary, N. P., the 13th December, 1909.

3. Between the Saraguay Electric and Water Company and the village of Sault aux Récollets, passed before C. Paquette, N. P., the 3rd December, 1910.

4. By-law of the town of Montreal East, No. 8, passed the 9th December, 1910, and any by-law amending the same, or authorising or providing for a lighting contract with the company.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,

PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,

Solicitors for the company.

Montreal, 13th December, 1910.

5160

Notice is hereby given that the Honorable François Siméon Tourigny, judge of the superior court, Louis Philippe Normand, physician, George Bourgeois, physician, Philippe L. Lassonde, merchant, William Whitehead, manufacturer, Auguste Désilets, advocate, and J. A. Tessier, C. R., advocate, all of the city of Three-Rivers, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Anti-Tuberculosis League of Three Rivers", for the purpose of combating tuberculosis and taking the necessary means to prevent its progress.

TESSIER & LACOURSIERE,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 12th December, 1910.

5164

Notice is hereby given that the Synod of the diocese of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 14-15, Vic. cap. 176, known as the church Temporalities' Act of the diocese of Montreal, to remove doubts as to the power to mortgage under the provisions of section XXI of the said act, and otherwise as may be necessary.

L. H. DAVIDSON,

Attorney for applicants.

Montreal, 13th December, 1910.

5176

Notice is hereby given that James N. Greenshields, advocate, of the city of Montreal, and John D. Oppe, broker, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to confirm and ratify the by-law passed by the corporation of the city of Three Rivers, on the eighth day of June, nineteen hundred and ten, and the approval of same by the municipal electors, on the thirteenth day of June, nineteen hundred and ten, granting to them or to their representatives a bonus of \$25,000.00 for the establishment of a linen factory, and fixing the amount of the municipal taxes on the said factory for a period of ten consecutive years.

TESSIER & LACOURSIERE,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 9th December, 1910.

5120

AVIS.

Prenez avis que demande sera faite à la prochaine session de la législature provinciale pour la passation d'une loi ratifiant un acte de vente entre Israel Montreuil, Joseph Simard et Joseph Napoléon Beaumont, de la cité de Québec, et Ferdinand Turgeon, curateur de Madame Henriette Lassiseray, interdite, du No 2281, du cadastre officiel du quartier Champlain, cité de Québec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,
5139.4 Procureurs des requérants.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation, sous le nom de "Les Dominicaines du Rosaire", dans le but d'assister et d'instruire les orphelins, les enfants pauvres et autres fins semblables.

J. E. PAQUIN, Ptre,
Solliciteur des requérantes.
Trois-Rivières, 13 décembre 1910. 5153.4

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Autonomie municipale ; réglementation des enseignes lumineuses ; qualification du maire et des échevins ; qualification des électeurs ; élections ; votation ; arrondissements de votation ; comités d'élections ; bureaux de renseignements ; avis aux électeurs ; division des quartiers ayant plus de 6,000 électeurs ; ratification d'une résolution accordant \$5,000 aux sinistrés de Campbellton ; postes de co hers ; droit de vote des compagnies à fonds social ; redistribution des divisions électORALES et de la représentation municipale ; limites de l'évaluation des terres en culture dans le quartier Saint-Denis ; expropriations ; annexions ; vente de propriétés pour taxes et annonces à cette fin ; cour de recorder ; juridiction au sujet du recouvrement de taxes dues dans les quartiers annexés ; fédération des conseils municipaux de l'île de Montréal ; matières devant être considérées aux assemblées ajournées du conseil ; referendum ; modification ou abrogation de résolutions du conseil ; procédure pour faire des emprunts, emploi d'iceux et adoption de règlements à ce sujet ; pouvoir du conseil d'adopter, dans certains cas des résolutions comportant dépense d'argent ; ventes d'immeubles à l'amiable ; pose de poteaux, avenue Ontario ; changement du nom du quartier Longue-Pointe ; exemption des commissaires d'agir comme jurés ; expropriation, acquisition ou commutation des chemins à barrières ; fusion des chartes des différentes compagnies de chars électriques ; rôle d'évaluation et de répartition ; taxes et licences ; établissement d'un monte-piété municipal ; règlementation de la circulation des automobiles.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Hôtel de Ville.
Québec, 12 décembre 1910. 5165.4

Avis est par le présent donné que la Cie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir un amendement à sa charte, ayant pour effet de confirmer les privilèges qui lui ont déjà été accordés, et lui octroyant une prolongation de délai pour le parachèvement de son chemin de fer ; aussi d'être autorisée à construire une voie à une seule lisse (*monorail*) et augmenter son capital action.

PHILEAS CORRIVEAU,
Secrétaire de la compagnie.
Québec, 14 décembre 1910. 5181-4

NOTICE.

Take notice that application will be made at the forthcoming session of the provincial Legislature for an act ratifying a deed of sale between Israel Montreuil, Joseph Simard and Joseph Napoléon Beaumont, of the city of Quebec, and Ferdinand Turgeon, curator of Mrs. Henriette Lassiseray, interdict, of No. 2281, of the official cadastre of Champlain ward, city of Quebec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,
5140 Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for incorporation as "Les Dominicaines du Rosaire", for the purpose of helping and teaching the orphans, the poor children and other similar purposes

J. E. PAQUIN, Priest,
Solicitor for applicants.
Three-Rivers, 13th December, 1910. 5154

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters :

Municipal autonomy ; regulation or illuminated signs ; qualification of the mayor and aldermen ; qualification of electors ; elections ; voting ; polling districts ; electoral committees ; intelligence bureaux ; notices to electors ; division of wards having over 6,000 voters ; ratification of a resolution granting \$5,000 to the sufferers by fire, at Campbellton ; cabstands ; right of joint-stock companies to vote ; redistribution of electoral districts and of municipal representation ; limitation of the valuation of cultivated lands in Saint Denis ward ; expropriations ; annexations ; sale of properties for taxes and advertisements in connection therewith ; recorder's court ; jurisdiction with regard to the recovery of taxes due in annexed wards ; federation of municipal councils on the Island of Montreal ; matters to be considered at adjourned meetings of the council ; referendum ; modification or repeal of resolutions of council ; procedure in connection with the issuing of loans, proceeds thereof how to be applied and adoption of by-laws in this connection ; power of the council to adopt, in certain cases, resolutions involving and expenditure of money : sale of properties by mutual agreement ; erection of poles on Ontario avenue ; change of name of Longue Pointe ward ; exemption of the commissioners from acting as jurors ; expropriation, acquisition or commutation of turnpike roads ; amalgamation of the charters of the different electric car companies ; assessment and apportionment rolls ; taxes and licenses ; establishment of a municipal pawn-shop ; regulations of traffic of automobiles.

L. O. DAVID,
City clerk.

City Hall,
Montreal, 12th December, 1910. 5166

Notice is hereby given that the Quebec and Island of Orleans Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining an amendment to its charter, to confirm the privileges which have already been conferred on it, and granting it an extension of time for the completion of its railway line ; also to be authorized to construct a monorail road and increase its capital stock.

PHILEAS CORRIVEAU,
Secretary of the company.
Quebec, 14th December, 1910. 5182

Avis est par les présentes donné que M. Jules Marion, des cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la dite province, à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat après examen final.

MONTY & DURANLEAU,

Procureurs du requérant.

Montréal, 9 décembre 1910. 5123 4

Avis est par le présent donné que James N. Greenshield, avocat, de la cité de Montréal, et Charles R. Whitehead, industriel, de la cité des Trois-Rivières, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant et ratifiant les règlements passés par la corporation de la cité des Trois-Rivières, le 7 novembre 1910, leur accordant à eux ou leur représentant une exemption de taxes pour l'établissement d'une manufacture de pulpe et de papier sulfate, dans la cité des Trois-Rivières; et par les commissaires d'écoles de la cité des Trois-Rivières leur accordant à eux ou leur représentant une réduction de taxes scolaires pour l'établissement d'une manufacture de pulpe et de papier sulfate en la cité des Trois-Rivières.

TESSIER & LACOURSIERE,

Procureurs des requérants.

Trois-Rivières, 7 décembre 1910. 5121.4

Avis est par le présent donné que "The Montreal Street Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant les lois concernant la dite compagnie, dans le but d'augmenter le nombre de ses directeurs, et généralement pour obtenir les pouvoirs nécessaires à ces fins.

THIBAUDEAU RINFRET,

Procureur de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1910. 5189-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation en vertu de la loi des cités et villes, afin de détacher du village de la Pointe Claire et de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, ces lots de terre connus comme numéros de cadastre 39 à 49 inclusivement, et numéro de cadastre 94, et une partie du numéro de cadastre 99, la propriété d'un nommé W. S. Clouston, le dit territoire étant borné au nord par les lots de cadastre numéros 130 et 108, au sud par le Lac Saint-Louis, à l'est par le lot de cadastre numéro 50, et à l'ouest par la partie restante du lot de cadastre numéro 99, non incluse, et les lots de cadastre numéros 93 et 95, ensemble avec toutes les subdivisions des dits numéros de cadastre, et les ériger en une corporation séparée devant être connue sous le nom de "Cedar Park", la dite corporation devant être constituée comme municipalité en vertu de la loi des cités et villes, avec telles modifications quant à la taxe sur propriété et autres dispositions de la dite loi, suivant qu'il sera jugé à propos.

H. A. HUTCHINS,

Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1910. 5041.5

Avis est par les présentes donné que madame veuve John Roberts, de la cité de Québec, et ses deux fils, Harry Roberts, de la cité de Québec, gentilhomme, et Amos Roberts, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à vendre leurs propriétés situées en la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, et à donner bon et valable titre.

LARUE & LARUE,

Notaires.

Québec, 7 décembre 1910. 5051-5

Notice is hereby given that Jules Marion, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the Bar of the said province, to admit him to the practice of the profession of the law after final examination.

MONTY & DURANLEAU,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 9 h December, 1910. 5124

Notice is hereby given that James N. Greenshields, advocate, of the city of Montreal, and Charles R. Whitehead, manufacturer, of the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming and ratifying the by-laws passed by the corporation of the city of Three Rivers, on the seventh of November, 1910, granting to them or their representative an exemption from taxes for the establishment of a pulp and sulphate paper factory, in the city of Three Rivers; and by the school commissioners of the city of Three Rivers granting to them or their representative a reduction in school taxes for the establishment of a pulp and sulphate paper factory, in the city of Three Rivers.

TESSIER & LACOURSIERE,

Attorneys for applicants.

Three Rivers, 7th December, 1910. 5122

Notice is hereby given that "The Montreal Street Railway Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the acts relating to the said company, to increase the number of its directors, and generally for all powers necessary for the above purposes.

THIBAUDEAU RINFRET,

Attorney for applicant.

Montreal, 14th December, 1910. 5190

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain an act of incorporation under the Cities and Towns' Act, to detach from the village of Pointe Claire and from the parish of Saint Joachim de Pointe Claire, those certain lots of land known as cadastral numbers 39 to 49 inclusive, and cadastral number 94, and a part of cadastral number 99, the property of one W. S. Clouston, said territory being bounded on the north by cadastral lots numbers 130 and 108, and on the south by Lake Saint Louis, and on the east by cadastral lot number 50, and on the west by the remaining portion of cadastral lot number 99 not herein included, and cadastral lots numbers 93 and 95, together with all the subdivisions of the said cadastral numbers, and form the same into a separate corporation to be known as "Cedar Park", said corporation to be constituted a municipality under the Cities and Towns' Act, with such modifications as to taxation of property and other provisions of the said act as may be deemed advisable.

H. A. HUTCHINS,

Attorney for applicants.

Montreal, 6th December, 1910. 5042

Notice is hereby given that Mrs. widow John Roberts, of the city of Quebec, and her two sons, Harry Roberts, of the city of Quebec, gentleman, and Amos Roberts, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act giving them power and authority to sell their properties situated in the parish of Sainte Foye, in the county of Quebec, and give good and sufficient title therefor.

LARUE & LARUE,

Notaries.

Quebec, 7th December, 1910. 5052

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, et donner au conseil les pouvoirs suivants :

Réglementer la construction des maisons et bâtiments en général ; prohiber les usines aux certaines rues et assurer la symétrie des édifices ; obtenir l'autorisation de compléter les systèmes d'égouts et d'aqueduc de la ville ; faire définir le droit de la ville de conduire ses drains dans le fleuve Saint-Laurent et obtenir pouvoirs de transiger avec les commissaires du hâvre de Montréal ; obtenir l'autorisation de poser des pavages permanents sur les rues Notre-Dame, Sainte-Catherine, Ontario et sur la rue Lasalle, de la rue Notre-Dame à la voie du Canadian Northern, et sur certaines autres parties de rues ; obliger les propriétaires sur ces rues à relier leurs immeubles aux services municipaux, ainsi qu'à exécuter d'autres travaux permanents et améliorations ; faire ratifier plan d'homologation de la rue Sherbrooke.

Autorisation d'assister à la construction et entretien d'un hôpital ; organiser une bibliothèque municipale ; compléter l'Hôtel de Ville, et faire des arrangements avec la Compagnie d'Exposition Industrielle de Montréal.

Autoriser le conseil à émettre des bons ou débetures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées, sans recourir aux formalités édictées aux statuts refondus de 1888 ou de la charte.

Amender la procédure pour la vente des immeubles pour taxes ; imposer amendes pour infractions aux règlements et faire tous règlements généralement pour la bonne administration de la ville.

Faire définir ce que comprennent les immeubles ; faire ou ratifier des arrangements avec la "Montreal Water & Power Company" ; règlements concernant l'hygiène et la paix publique ; définir les pouvoirs de l'inspecteur des bâtiments.

L. J. S. MORIN,

5059-5 Procureur de la ville de Maisonneuve.

Avis que les syndics de Saint Denis, Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur permettant de verser à la fabrique de la paroisse de Saint-Denis, pour aider à la construction de l'église et du presbytère, l'excédent du montant collecté par eux en vertu de la loi 63 Vict., ch. 94, sur le montant requis pour payer l'intérêt et l'amortissement dont il est question dans la dite loi.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1910. 5061.5

Province de Québec,)
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que la corporation du village du Sault au Récollet s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à contracter pour certaines améliorations, autorisant et ratifiant divers règlements, contrats et engagements faits à ce sujet, réglant son pouvoir d'emprunt et le mode d'amortissement de sa dette, lui accordant certains pouvoirs distincts et différents de ceux établis par le code municipal au sujet de ce qui précède, et pour autres fins.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Procureurs du village du Sault-au-Récollet.

Montréal, 6 décembre 1910. 5057.5

Avis est par le présent donné que Charles Dumontier, étudiant en médecine, de la cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi à l'effet de régulariser son brevet de cléricature et de lui permettre de pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

LACHAPELLE & DENIS,

Procureurs du requérant.

Montréal, 3 décembre 1910. 5055-5

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to amend its charter, and to give to the council the following powers :

To regulate the construction of houses and buildings in general ; to prohibit factories on certain streets, and to secure the symmetry of buildings ; to obtain the authorization to complete the sewers and water system of the town ; to cause the right of the town to drain its sewers in the river Saint Lawrence to be defined and to get power to transact with the harbour commissioners of Montreal ; to be authorized to lay permanent pavements on Notre-Dame, Sainte-Catherine and Ontario streets and on Lasalle street to the Canadian Northern Railway's tracks, and on certain other portions of streets ; to oblige the proprietors on these streets to connect their immovables to the municipal services, and also to make other permanent works and ameliorations ; to ratify the homologation plan of Sherbrooke street ;

Authorization to aid the building and maintaining of an hospital ; to organized a municipal library ; to complete the Town's Hall, and to make an agreement with the Montreal Industrial Exhibition Company.

To authorize the council to issue bonds or debentures of the town for the purposes above mentioned, without the formalities enacted by the revised statutes of 1888 or of the charter.

To amend the procedure for the sale of immovables for taxes ; to fine these infringing by-laws and to make all by-laws generally for the good administration of the town.

To define what is meant by immoveable ; to enter into or ratify agreement with The Montreal Water & Power Company ; by-laws relating to hygiene and public peace ; to define the powers of building inspector.

L. J. S. MORIN,

5060 Attorney for the town of Maisonneuve.

Notice that the syndics of Saint Denis, Montreal, will apply at the next session of the Quebec Legislature for an act authorizing them to pay to the fabrique of the parish of Saint Denis, for the construction of the church and parsonage, the excess of the sum collected by them under the law 63 Vict., ch. 94, over the amount required to pay the interest and annuity in question in said law.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1910. 5062

Province of Québec,)
District of Montréal. }

Notice is hereby given that the village of Sault au Récollet will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for a bill authorizing and ratifying divers by-laws, contracts and undertaking in regard thereto, fixing its borrowing powers, the mode of redeeming its debt, granting certain distincts and different powers from those of the municipal code, in relation to the foregoing and for other purposes.

PELLETIER, LETOURNEAU

& BEAULIEU,

Attorneys for the village of Sault au Récollet.

Montreal, 6th December, 1910. 5058

Notice is hereby given that Charles Dumontier, medical student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to regulate his certificate of studentship and to permit him to practice medicine in the province of Québec, after examination.

LACHAPELLE & DENIS,

Attorneys for applicant.

Montreal, 3rd December, 1910. 5056

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant la loi 56 Vict., ch. 86, concernant "Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", dans le but de leur assurer une meilleure administration, en les substituant à "Le bien des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Lévis".

ADJUTOR ROY,
Procureur des requérantes.
Lévis, 30 novembre 1910. 4989.5

Avis est par les présentes donné que les soussignés, MM. Adjutor Rivard, avocat, Eugène Rouillard, employé de l'administration, et Joseph Evariste Prince, avocat, tous trois de Québec, demanderont à la législature de Québec, dès la première session qui suivra cet avis, qu'une charte soit accordée à la Société du Parler Français au Canada. La dite société devra porter le même nom corporatif et avoir pour objet la conservation, l'extension, la culture de langue et de la littérature françaises au Canada.

ADJUTOR RIVARD,
EUG. ROUILLARD,
J. E. PRINCE.
Québec, 25 novembre 1910. 4991.5

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par les présentes donné qu'il sera fait une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi modifiant une clause du testament de feu Aimé Joseph Achille Roberge, et ratifiant un certain acte de vente consenti par les légataires à F. X. Roy, devant M^{re} Henri Brouillet, N. P., le 26 novembre 1910.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,
Procureurs du requérant.
Montréal, 1er décembre 1910. 4993.5

Avis est donné par les présentes que les syndics de la paroisse "du Saint-Enfant-Jésus de Montréal" feront demande à la prochaine session de la législature de la province de Québec, qu'une loi soit passée amendant le statut 62 Victoria, chap. 91, de manière à changer la date et le mode de prélevement des cotisations d'églises et pour autres fins semblables.

MONTY & DURANLEAU,
Procureurs des requérants.
Montréal, 30 novembre 1910. 5013.5

Avis est par les présentes donné que Gilbert Leduc, Gilbert Leduc, fils, Benjamin Leduc, de la paroisse de Lachine, s'adresseront à la législature de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi ratifiant certains actes de partage et acte de vente des biens de la substitution de feu Gilbert Leduc, et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,
Procureur des requérants.
Montréal, 22 décembre 1910. 5361.3

La Compagnie Immobilière de Montréal-Est demandera l'adoption d'une loi, par la législature de Québec, à sa prochaine session, à l'effet de confirmer et ratifier, à toutes fins que de droit, la renonciation faite par Hilaire Dubreuil *et uxor* en faveur de Victor Dubreuil *et al.*, passée devant M^{re} Jean B. Latour, notaire, à Montréal, le 10 août 1910, et la vente passée le même jour et devant le même notaire, par Victor Dubreuil *et al.*, à J. T. Rémus Laurendeau, de l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro quarante-quatre (No 44), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, la dite Compagnie Immobilière de Montréal-Est étant aux droits de J. T. Rémus Laurendeau.

O. A. LAMOTHE,
Procureur de la requérante
Montréal, 12 décembre 1910. 5171.5

Notice is hereby given that application will be made at the next session of Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to amend the law 56 Vict., ch. 86, concerning "Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis", for the purpose of assuring them a better administration in substituting them to "Le bien des pauvres de l'Hôtel-Dieu de Lévis".

ADJUTOR ROY,
Attorney for applicants.
Levis, 30th November, 1910. 4990

Notice is hereby given that the undersigned, Messrs. Adjutor Rivard, advocate, Eugène Rouillard, government employee, and Joseph Evariste Prince, advocate, all three of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at the session following this notice, for a charter to be granted to the "Société du Parler Français au Canada". The said society shall bear the same corporate name and have for object the preservation, extension, culture of the french language and literature in Canada.

ADJUTOR RIVARD,
EUG. ROUILLARD,
J. E. PRINCE.
Quebec, 25th November, 1910. 4992

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act modifying a clause of the last will and testament of late Aimé Joseph Achille Roberge, and confirming a deed of sale by the legatees to F. X. Roy, received before Henri Brouillet, N. P., on the 26th November, 1910.

PELLETIER, LETOURNEAU,
& BEAULIEU.
Solicitors for applicants.
Montreal, 1st December, 1910. 4994

Notice is hereby given that the trustees of the parish of "Saint-Enfant-Jésus de Montréal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending 62 Vict., ch. 91, in order to change the date and manner of levying church taxes and assessments and for other similar purposes.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 30th November, 1910. 5014

Notice is hereby given that Gilbert Leduc, Gilbert Leduc, jr., Benjamin Leduc, of the parish of Lachine, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act ratifying certain deeds of partition and sale of the immovables of the substitution created by the late Gilbert Leduc, and for other purposes relating thereto.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioners.
Montreal, 22nd December, 1910. 5362

"La Compagnie Immobilière de Montréal-Est" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to confirm and ratify to all intents and purposes the renunciation made by Hilaire Dubreuil *et uxor*, in favor of Victor Dubreuil *et al.*, passed before M^{re} Jean B. Latour, notary, of Montreal, on the 10th August, 1910, and the sale passed on the same day and before the same notary, by Victor Dubreuil *et al.*, to J. T. Rémus Laurendeau, of the immovable known and designated as being number forty four (No. 44), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, the said "Compagnie Immobilière de Montréal-Est" being of the rights of J. T. Rémus Laurendeau.

O. A. LAMOTHE,
Attorney for applicant.
Montreal, 12th December, 1910. 5172

Avis est par le présent donné que "The Trustees and Securities Insurance Corporation, Limited, de Winchester House, rue Old Broad, London, E. C., Angleterre, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à faire des affaires dans la province de Québec, et exercer et jouir des pouvoirs d'icelle, et en particulier faire les affaires d'une compagnie de fidéicommissaires dans toutes ses branches, nonobstant toutes les lois générales de la province pour le contraire, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY

& McMICHAEL,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 décembre 1910. 5253-4

Avis est par les présentes donné que les Prévoyants du Canada demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un acte amendant sa charte aux fins de maintenir le Conseil de Surveillance, pourvoir au remplacement des directeurs, et autres fins.

ANTONI LESAGE,

Secrétaire-trésorier.

5067.5

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal soumettront à la législature de Québec, à sa prochaine session, un bill demandant : 1^o de confirmer en tant que besoin peut être, la vente que leur a consentie Dame Marguerite Gauthier, veuve Daniel Quinn, suivant acte passé le 26 mars 1907, devant M^{re} E. Prud'homme, N. P., de l'immeuble désigné sous le No 6, du cadastre du village de la Côte-des-Neiges ; 2^o de rendre applicables à tout le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges les dispositions du code municipal et celles de la loi des cités et villes, déclarant non imposables les cimetières.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Procureurs des pétitionnaires

Montréal, 14 décembre 1910. 5237-4

Avis est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le très honorable Sir Henri Elzéar Taschereau, de la cité d'Ottawa, juge en chef du Canada (en retraite), pour une loi l'autorisant à vendre et transporter les rentes constituées seigneuriales non rachetées et les capitaux d'icelles, dont il est maintenant en jouissance et possession dans les seigneuries Joliette, Sainte-Marie Nord-Est, Sainte-Marie Sud-Ouest et Saint-Joseph Nord-est, les dites rentes telles qu'établies par les cadastres des dites seigneuries pour les parts d'icelles possédées alors par les héritiers de feu Pierre Elzéar Taschereau, sous les numéros 45, 47, 48 et 49 déposés au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec, suivant avis public en conformité au statut dans la "Gazette Officielle" du 18 juillet 1863, et pour valider et ratifier telle vente, dans le cas où elle serait antérieurement consentie par le dit Sir Henri Elzéar Taschereau ; aussi en tant que nécessaire, pour confirmer ses titres aux dites parts de seigneuries et pour autres fins.

ROY, CANNON, PARENT &

FITZPATRICK,

Procureurs du requérant.

Québec, 22 décembre 1910. 5355-3

Avis est par le présent donné que John J. Carrick, courtier en immeubles, ayant son bureau d'affaires dans la cité et district de Montréal, fera demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant le plan de la subdivision de l'immeuble connu et désigné comme partie du numéro officiel 1755, du cadastre du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, lequel plan de subdivision établit des rues ayant moins que soixante-six pieds de largeur.

JOHN J. CARRICK,

Requérant.

Montréal, 21 décembre 1910. 5311.3

Notice is hereby given that the "Trustees Executors and Securities Insurance Corporation Limited, of Winchester House, Old Broad street, London, E. C., England, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing it to do business in the province of Quebec, and to exercise and enjoy its powers therein, and in particular to carry on the business of a trust company in all its branches, notwithstanding any general laws of the province to the contrary, and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th December, 1910. 5254

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Prévoyants du Canada, for an act in order to amend their charter providing to the ever standing of the Supervisory Board, the filling of vacancies on the board of directors, and other purposes.

ANTONI LESAGE,

Secretary treasurer.

5068

The Curé and the church-wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame de Montréal will apply to the Legislature of Quebec, at the next session, for the passing of an act : 1. to confirm, in so far as may be necessary, the sale to them by Dame Marguerite Gauthier, widow Daniel Quinn, by deed passed on 26th March, 1907, before M^{re} E. Prud'homme, N. P., of the property known as No. 6, of the cadastre of the village of Côte des Neiges ; 2. to make applicable to the whole cemetery of Notre Dame des Neiges the dispositions of the municipal code and of the cities and towns act, declaring that the cemeteries are not taxable.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Petitioners' attorneys.

Montreal, 14th December, 1910. 5238

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Right Honorable Sir Henri Elzéar Taschereau, of the city of Ottawa, chief justice of Canada, (in retirement), for an act authorizing him to sell and transfer the non redeemable constituted seigniorial rents and the capital of same, of which he is now in the enjoyment and possession of in the seigniories Joliette, Sainte Marie North East, Sainte Marie South West and Saint Joseph North East ; the said rents as established by the cadastre of the said seigniories for the parts thereof then owned by the heirs of the late Pierre Elzéar Taschereau, under numbers 45, 47, 48 and 49, deposited in the office of the protonotary of the superior court, at Quebec, according to public notice in conformity with the statute, in the "Official Gazette", of the 18th July, 1863, and to validate and ratify such sale in the case of it, being previously consented to by the said Sir Henri Elzéar Taschereau ; also in so far as necessary, to confirm his titles to the said parts of seigniories and for other purposes.

ROY, CANNON, PARENT &

FITZPATRICK,

Attorneys for Petitioner.

Quebec, 22nd December, 1910. 5356

Notice is hereby given that John J. Carrick, real estate agent, having his place of business in the city and district of Montreal, will make application at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to confirm the subdivision plan of the immovable property known and designated as part of official number 1755, of the cadastre of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, by which plan of subdivision streets of less than sixty six feet in width are sought to be opened.

JOHN J. CARRICK,

Applicant

Montreal, 21st December, 1910.

5312

AVIS PUBLIC.

Avis est donné par Charles P. Tucker, gérant, George E. Southee, commis, William W. Dunlop, rentier, tous de la ville d'Outremont, qu'ils s'adresseront, avec d'autres résidents de la dite ville, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi aux fins d'amender l'acte de cette province, 58 Vict., chap. 55, de manière à ce que la dite législature :

- 1° Détermine les limites et fixe le nombre de quartiers de la dite ville ;
- 2° Fixe le nombre de conseillers pour chaque quartier, et détermine la durée de leur terme d'office ;
- 3° Pourvoit à l'élection du maire par le vote des contribuables.

A. H. TANNER,
Procureur des requérants.

204, Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 5 décembre 1910. 5019.5

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant "La Compagnie du Chemin de Fer Kamouraska et L'Islet", avoir le pouvoir de construire un chemin de fer aux endroits ci-après décrits :

D'un point quelconque, près de l'église paroissiale, dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, dans le comté de Kamouraska ; de là, gagnant vers la gare du chemin de fer Intercolonial, pour faire connection avec ce dit chemin de fer ; de là, gagnant vers le sud jusqu'au chemin de fer Transcontinental National, dans la paroisse de Sainte-Perpétue, dans le comté de L'Islet, pour faire connection avec le chemin de Québec Central, dans le dit comté de l'Islet ;

De la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, gagnant vers le nord-est jusqu'à l'endroit appelé "Pointe de la Rivière-Ouelle", et de là, se dirigeant jusqu'au quai de Rivière-Ouelle, pour faire connection avec l'embranchement du chemin de fer Intercolonial, à cet endroit, dans le comté de Kamouraska, et pour faire connection avec les bateaux qui font et qui feront le service de la traverse du fleuve Saint-Laurent, à cet endroit, entre la côte sud et la côte nord ;

Avec le pouvoir d'acquérir des quais, des élévateurs et autres immeubles, et pouvoir d'acquérir et de naviguer des vaisseaux ; d'exploiter le dit chemin de fer et les dits vaisseaux par les moyens de la vapeur, de l'électricité ou de la gazoline, ou par toute autre manière avantageuse à la compagnie ; de produire l'énergie électrique et d'en disposer ; de construire et d'exploiter des lignes de télégraphe et de téléphone en rapport avec le dit chemin de fer, et de percevoir des taux pour l'usage des dites lignes de téléphone et de télégraphe par le public ; avec aussi le pouvoir de s'amalgamer avec d'autres compagnies ; et avec le pouvoir de construire, acquérir et exploiter des hôtels, restaurants et des parcs, et avec tous les autres pouvoirs généraux qui sont d'usage en pareil cas ;

Le bureau chef de la dite compagnie sera sis en la paroisse de Sainte-Anne de la Pocatière, comté de Kamouraska.

ADOLPHE STEIN,
Procureur des requérants.

Fraserville, 1er décembre 1910. 5043.5

Avis est par le présent donné que "The Womens Christian Association of Quebec" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, en changeant le nom de la dite association, de "The Womens Christian Association of Quebec," pour celui de "The Young Womens Christian Association of Quebec."

A. ROBERTSON,
Solliciteur de la requérante.

Québec, 7 décembre 1910. 5047-5

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given by Charles P. Tucker, manager, George E. Southee, clerk, William W. Dunlop, gentleman, all of the town of Outremont, that they will, with other residents of the said town, apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act of this province, 58 Vict., ch. 55 and amendments thereto, in order that the said Legislature may :

1. Define the limits and fix the number of wards of the said town ;
2. Fix the number of councillors for each ward and their terms of office ;
3. Provide for the election of the mayor by vote of the rate-payers.

A. H. TANNER,
Attorney for applicants.

204, Saint James, Montreal.
Montreal, 5th December, 1910. 5020

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company under the name of "The Kamouraska and L'Islet Railway Company", with power to construct a railway at the points hereafter described :

From any point, near the parish church, in the parish of Sainte-Anne de la Pocatière, in the county of Kamouraska ; from that place, going towards the station of the Intercolonial railway, to connect with this line ; from that place, going southerly up to the National Transcontinental Railway, in the parish of Sainte-Perpétue, county of L'Islet, to join the Quebec Central Railway, in the said county of L'Islet ;

From the said parish of Sainte-Anne de la Pocatière, north easterly to "Rivière Ouelle Point", and from that place to River Ouelle wharf, to join the branch-line of the Intercolonial Railway, there, in the county of Kamouraska, and to connect with the ferry boats actually running and that may run later on Saint Lawrence river, at this spot, between the south and north shores ;

With power to acquire wharves, elevators and other facilities, and with power to acquire and navigate vessels ; to run the said railway and the said vessels by means of steam, electricity or gasolene, or by any other means advantageous for the company ; to generate and use electrical energy, and to dispose thereof ; to construct and operate telegraph and telephone lines in connection with the said railway, and to charge tolls for the use thereof, by the public ; with also power to amalgamate with other companies ; and with the power to construct, acquire and manage hotels, restaurants and parks, and with other usual and customary powers ;

The principal place of business of this company will be at Sainte-Anne de la Pocatière, county of Kamouraska.

ADOLPHE STEIN,
Solicitor for petitioners.

Fraserville, 1st December, 1910. 5044

Notice is hereby given that "The Womens Christian Association of Quebec" will petition the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to amend its charter, by changing the name of the said association firm "The Womens Christian Association of Quebec", to "The Young Womens Christian Association of Quebec".

A. ROBERTSON,
Solicitor for petitioners.

Quebec, 7th December, 1910. 5048

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en municipalité de ville sous le nom corporatif de "Ville de Bay-View", de tout le territoire formant maintenant partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier, et connu et désigné sous les numéros trois cent cinq à trois cent vingt-huit, inclusivement, et les numéros deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cents, trois cent un et la partie du numéro trois cent quatre, appartenant à Leslie Dowker ou représentants, comprise entre le chemin public et la rivière Ottawa, du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne, avec et y compris les subdivisions des lots originaires ci-dessus mentionnés, et aussi le terrain occupé dans le même territoire par les chemins de fer du Grand-Tronc, du Canada et Ontario & Québec ou Chemin de Fer Pacifique Canadien et la Provincial Light, Heat & Power Company, et qu'il sera demandé que la dite municipalité soit constituée conformément aux articles 5256 à 5884, inclusivement, des statuts refondus de la province de Québec de 1909, en y ajoutant des clauses dérogatoires quant à ce qui concerne la qualification pour occuper les charges municipales, les listes électorales, les élections, la vente des liqueurs, la taxe à être imposée sur les immeubles et sur certains négoce et pour autres fins.

PELLETIER & PELLETIER.

Procureurs des requérants

Montréal, 7 décembre 1910. 5069.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "Richmond, Magog and Stanstead Railway Company", avec entre autres les pouvoirs suivants :

Arpenter, tracer, construire, équiper, maintenir et mettre en opération une ligne ou lignes de chemin de fer dans le district de Saint François, d'un point à ou près de la ville de Richmond, dans le comté de Richmond, à un point à ou près de la ville de Magog, dans le comté de Stanstead, et de là à un point à ou près du village de Stanstead Plain, dans le dit comté de Stanstead, et traverseront la dite ville de Richmond et les cantons de Melbourne, Brompton, Orford, Hatley, Magog et Stanstead, y compris une ligne d'embranchement ou lignes d'embranchement n'ayant pas plus que vingt milles de longueur.

Construire, équiper, naviguer des vaisseaux à vapeur ou autres pour le transport des passagers, marchandises et cargaisons en rapport avec son entreprise, et construire, acquérir et maintenir des bassins, quais, entrepôts, embarcadères et jetées dans tous les endroits sur son chemin de fer ou en rapport avec icelui.

Construire et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone le long de son chemin de fer et percevoir des péages pour la transmission de messages sur icelles.

Obtenir tous les pouvoirs légaux et nécessaires mentionnés dans la loi concernant les chemins de fer, contenue dans les statuts refondus de Québec, articles 6467 et suivants.

Entrer en aucune convention ou aucun arrangement ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies de chemin de fer.

Placer, construire et maintenir un pont pour les fins de son chemin de fer à travers la rivière Saint François, entre la ville de Richmond et le village de Melbourne.

HURD, FRASER,
MACDONALD & RUGG,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 5 décembre 1910. 5095.5

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the erection into a town municipality under the corporate name of "Town of Bay-View" of all the territory now forming part of the municipality of the parish of Sainte Anne, in the county of Jacques-Cartier, and known and designated under the numbers three hundred and five to three hundred and twenty eight, inclusively, and the numbers two hundred and ninety nine, three hundred, three hundred and one and the part of number three hundred and four, pertaining to Leslie Dowker or representatives, contained between the public road and the Ottawa river, of the cadastre of the parish of Sainte Anne, with and including the subdivisions of primitive lots hereinabove mentioned, and also the land occupied in the same territory by the Grand Trunk, Canada Ontario and Quebec or Canadian Pacific railways and the Provincial Light, Heat & Power Company, and that said municipality be erected in conformity with sections 5256 to 5884 inclusively of the revised statutes of Quebec of 1909, by adding thereto derogatory clauses concerning the qualification for holding municipal offices, the electoral lists, elections, the sale of liquors, the tax to be imposed on real estates and on certain businesses and for other purposes.

PELLETIER & PELLETIER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th December, 1910. 5070

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof for an act to incorporate a company, under the name of the "Richmond, Magog and Stanstead Railway Company", with the following among other powers :

To survey, lay out, construct, equip, maintain and operate a line or lines of railway in the district of Saint Francis, from a point at or near the town of Richmond, in the county of Richmond, to a point at or near the town of Magog, in the county of Stanstead, and thence to a point at or near the village of Stanstead Plain, in the said county of Stanstead, and crossing the said town of Richmond and the townships of Melbourne, Brompton, Orford, Hatley, Magog and Stanstead, including a branch line or branch lines no one of which shall be more than twenty miles in length.

To construct, equip and navigate steam and other vessels for the conveyance of passengers, merchandise and cargoes in connection with its undertaking, and to construct, acquire and maintain docks, wharves, warehouses, slips and piers in all places on its railway or in connection with it.

To construct and operate telegraph and telephone lines along its railway and to collect tolls for the transmission of messages thereon.

To obtain all lawful and necessary powers set forth in the law respecting railways contained in the revised statutes of Quebec, articles 6467 and seq.

To enter into any agreement or arrangement or to amalgamate with any other railway company or companies.

To lay out, construct and maintain a bridge for the purposes of its railway across the river Saint Francis, between the town of Richmond and the village of Melbourne.

HURD, FRASER,
MACDONALD & RUGG.

Sollicitors for applicants.

Sherbrooke, 5th December, 1910. 5096

AVIS.

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité des Trois-Rivières s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

Pour que le vote aux élections municipales soit donné d'après le mode du vote au scrutin de liste générale, et non au scrutin de liste par quartiers ou arrondissements, et pour modifier en conséquence la liste des électeurs ainsi que le système actuel de votation ; pour réduire le nombre actuel des échevins ainsi que leur terme d'office ; pour changer la taxe sur les personnes étrangères ou non résidentes dans la cité, ainsi que la taxe sur les fonds de commerce ; pour prohiber certains jeux et amusements dans les hôtels ou autres places publiques ; pour autorisation à émettre des débetures additionnelles pour l'achat ou la construction de bateaux passeurs, (traversiers), pour l'amélioration des rues, chemins, (squares), et autres places publiques, et pour d'autres fins.

L. T. DESAULNIERS,
Sec.-Trés., cité des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 14 décembre 1910. 5233.4

Avis est par le présent donné que les révérendes Sœurs de la Charité de Québec demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi à l'effet d'annexer pour toutes fins civiles, leur Sanatorium Villa Mastai, actuellement compris dans les limites de la cité de Québec, à leur propriété voisine l'Asile Saint Michel Archange, laquelle a été érigée en paroisse distincte, pour toutes fins civiles, sous le nom de paroisse de Saint-Michel Archange, par le statut de Québec, 60 Victoria, chapitre 72.

BEDARD, CHALOULT & PREVOST,
Procureurs des requérants.
Québec, 15 décembre 1910. 5227.4

Avis est par les présentes donné que J. C. Routhier, médecin-chirurgien, de Montréal, demandera à la prochaine session de la législature de Québec, l'adoption d'une loi autorisant le collège de médecins et chirurgiens de la dite province à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la dite province.

WILFRID BESSETTE,
Procureur du requérant.
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 5 décembre 1910. 5239.4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Morris B. Steine, marchand, Louis Holstein, courtier de vaisseau à vapeur, Moses L. Morris, marchand, David Sperber, marchand, Mortimer B. Davis, manufacturier, Jacob A. Jacobs, capitaliste, Mark Workman, marchand, Ascher Pierce, marchand, Moses Vineberg, manufacturier, Harris Vineberg, manufacturier, Isaac Goldberg marchand, Joseph Steinberg, marchand, Phillip Pogliger, marchand, et Henry Bye, commis voyageur, tous des cité et district de Montréal, pour les incorporer en une institution de bienfaisance, sous le nom de "The Hebrew Sheltering and Orphans' Home", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des meubles et immeubles et établir une maison devant servir comme asile pour les personnes âgées, pauvres, étrangers et autres, et aussi dans le but d'établir une maison pour enfants privés de leurs protecteurs naturels, soit par la mort ou abandon ou autrement, appartenant à la religion hébraïque, et dans le but de protéger telles personnes et tels enfants, et pour autres fins semblables.

M. M. SPERBER,
Procureur des requérants.
Montréal, 28 décembre 1910. 5435-2

NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the city of Three Rivers will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

That voting to municipal elections be given after the mode of general vote by ticket, and not by quarters or districts vote by ticket, and to consequently modify the electors' roll as well as the actual voting mode : to reduce the actual number of aldermen, as well as their term of office ; to change tax on strangers or people not residing in the city, as well as tax on stock in trade ; to interdict certain plays or amusements in hotels or other public places ; for authorization to issue additional debentures for the purchase or construction of ferry-boats ; for the improvement of streets, ways, squares, and other public places, and for other purposes.

L. T. DESAULNIERS,
Sec.-Treas., city of Three Rivers.
Three Rivers, 14th December 1910. 5234

Notice is hereby given that the reverend Sisters of Charity of Quebec will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to annex for all civil purposes their Sanatorium Villa Mastai, now comprised within the limits of the city of Quebec, to their adjoining property the Asylum of Saint Michael the Archangel, which has been erected into a separate parish, for all civil purposes, under the parochial name of Saint Michael the Archangel, by the statute of Quebec, 60 Victoria, chapter 72.

BEDARD, CHALOULT & PREVOST,
Attorneys for applicants.
Quebec, 15th December, 1910. 5228

Notice is hereby given that J. C. Routhier, physician and surgeon, of the city of Montreal, will at the next session of the Quebec Legislature, ask for the passing of a bill authorizing the college of physician and surgeons, of the province of Quebec, to admit him amongst its members and grant him the necessary license to practice medicine and surgery and obstetrics in this province.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for the petitioner.
97, Saint James street, Montreal.
Montreal, 5th December, 1910. 5240

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Morris B. Steine, merchant, Louis Holstein, steamship broker, Moses L. Morris, merchant, David Sperber, merchant, Mortimer B. Davis, manufacturer, Jacob A. Jacobs, capitalist, Mark Workman, merchant, Ascher Pierce, merchant, Moses Vineberg, manufacturer, Harris Vineberg, manufacturer, Isaac Goldberg, merchant, Joseph Steinberg, merchant, Phillip Pogliger, merchant, and Henry Bye, commercial traveller, all of the city and district of Montreal, to incorporate them as a charitable institution, under the name of the "Hebrew Sheltering and Orphans' Home", with power to acquire, and possess moveable and immovable property and to establish a home to be used as an asylum for the aged, destitute, strangers and others, and also for the purpose of establishing a home for children who may be deprived of their natural protectors either by death or abandonment or otherwise belonging to the Hebrew faith, and for the purpose of protecting such persons and children, and for other analogous purposes.

M. M. SPERBER,
Attorney for petitioners.
Montreal, 28th December, 1910. 5436

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries présentera un bill à la législature de Québec, pour amender sa charte en changeant son nom en celui de "L'Assurance Industrielle, Feu et Accidents" et pour faire concorder quelques autres clauses de sa charte avec la loi générale des assurances de Québec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,
Procureurs de la compagnie.
Québec, 28 décembre 1910. 5455-2

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature provinciale, pour un acte étendant les pouvoirs de fidei-commissaires, en vertu du testament de feu Henry M. Balcer, en son vivant avocat, de la ville de Trois-Rivières, afin d'acheter des immeubles en la cité de Montréal, avec les argent^s légués aux enfants de sa fille défunte et de Édouard A. D. Morgan, de la cité de Montréal.

Montréal, 27 décembre 1910. 5451-2

Avis est par les présentes donné que la commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature à sa prochaine séance, pour qu'elle passe une loi l'autorisant :

- 1° A établir des écoles maternelles.
- 2° A ajouter deux ou plusieurs classes au cours primaire supérieur.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire trésorier.
Montréal, 29 décembre 1910. 5449-2

Avis public est par le présent donné que "The Quebec & Saguenay Railway Company" s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender son acte d'incorporation, étant la loi 5, Édouard VII, chapitre 55 et amendements, concernant l'extension de ses lignes et le temps pour la construction, et autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 28 décembre 1910. 5433-2

Avis public est par le présent donné que la cité de Salaberry de Valleyfield ou "The Montreal Cotton Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour confirmer et ratifier le règlement No 229, de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, octroyant à certaines conditions une commutation de taxes à la dite "Montreal Cotton Company". Si le dit règlement No 229 est approuvé par les contribuables de la dite cité, suivant la loi.

J. LOVE, JR.,
Secrétaire-trésorier,
"The Montreal Cotton Co."
Salaberry de Valleyfield, 27 décembre 1910. 5407-2

Avis est par les présentes donné que les légataires grevés de substitution de feu Dame Mathilde Leclaire, en son vivant épouse de Jean Marie Papineau, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour faire déclarer final et définitif le partage fait devant M^{re} Maurice Loranger, notaire, des deniers réalisés par la vente des immeubles de la succession à la suite d'une licitation volontaire.

DESAULNIERS & VALLEE,
Avocats des requérants.
Montréal, 22 décembre 1910. 5401-2

Avis public est par le présent donné que "The Dominion of Canada Trust Corporation" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le changement de nom de la compagnie de "The Dominion of Canada Trust Corporation" pour celui de "The Quebec Trust Company", et pour autres fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solliciteurs des requérants. 5431-2

Notice is hereby given that the "La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries" will apply for a bill to be passed at the next session of the Legislature of Quebec, to amend its charter to change its name to the "L'Assurance Industrielle Feu et Accidents", and to establish concordance between certain clauses of its charter with the assurance law of Quebec.

ROY, LANGLAIS & MORIN,
Attorneys for the Company.
Quebec, 28th December, 1910. 5456

Notice is hereby given that application will be made at the forthcoming session of the provincial Legislature, for an act to extend the powers of the trustees, under the will of the late Henry M. Balcer, in his lifetime, advocate, of the city of Three Rivers, so as to enable them to purchase real estate in the city of Montreal, with the monies bequeathed to the children of the deceased daughter and Edward A. D. Morgan, of the city of Montreal.

Montreal, 27th December, 1910. 5452

Notice is hereby given that the catholic school commission of Montreal will apply to the Legislature, at the next session thereof, for a bill authorizing:

1. The establishment of maternal schools.
2. The opening up of two or more higher classes in the existing primary schools.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary treasurer.
Montreal, 29th December, 1910. 5450

Public notice is hereby given that "The Quebec & Saguenay Railway Company" will, at the next session of the Legislature, apply for the passing of an act to amend its act of incorporation, being Act 5, Edward VII, chapter 55, and amending acts, with respect to the extension of its lines and the time for construction, and other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.
Montreal, 28th December, 1910. 5434

Public notice is hereby given that the city of Salaberry de Valleyfield or the Montreal Cotton Company shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to confirm and ratify by-law No. 229, of the said city of Salaberry de Valleyfield, granting on certain conditions a commutation of taxes to the said Montreal Cotton Company. If the said by-law No. 229 is approved by the ratepayers of the said city, according to law.

J. LOVE, JR.,
Secretary treasurer,
The Montreal Cotton Company.
Salaberry de Valleyfield, 27th December, 1910. 5408

Notice is hereby given that the legatees institutes under substitution of the late Dame Mathilde Leclaire, in her lifetime wife of Jean Marie Papineau, will apply to the Legislature, at its next session, to have the partition made of the monies levied from the sale of the immoveables of the estate after voluntary licitation, declared final and definitive.

DESAULNIERS & VALLEE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 22nd December, 1910. 5402

Public notice is hereby given that "The Dominion of Canada Trust Corporation" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing the changing of the company's name from "The Dominion of Canada Trust Corporation" to the "Quebec Trust Company", and for other purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants. 5432

Avis est présentement donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte à l'effet d'amender et refondre la charte de "La Société Saint-Jean Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield", pour changer son nom d'incorporation, obtenir de nouveaux pouvoirs quand à son administration et, en général, tous les pouvoirs édictés par la loi concernant les sociétés de secours mutuels en cette province.

Salaberry de Valleyfield, ce douzième jour de décembre mil neuf cent dix.

E. POIRIER,
Secrétaire.

191-4

Avis est par le présent donné que Olivier Limoges, père, chaudronnier, Olivier Limoges, fils, marchand, et Jos. E. Barnabé pharmacien, tous de Montréal, district de Montréal, feront une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi 62 Vict., chap. 58 et les lois qui l'amendent, à l'effet, notamment de décréter que les terrains des requérants, dont l'expropriation est autorisée par la loi 9 Edouard VII, chap. 81, sec. 27, sous-sec. 22, et les dommages à leurs industries soient évalués d'après leur valeur réelle et actuelle, suivant les dispositions du paragraphe 1er de la section 28, de la même loi.

OL. LIMOGES, père,
OL. LIMOGES, fils,
JOS. E. BARNABÉ,

5453-2

Notice is by these presents given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend and consolidate the charter of "La Société Saint-Jean Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield", to change the name of the same, grant new rights touching its administration and, in general, all the rights granted by-law to the mutual benefit associations in this province.

Salaberry of Valleyfield, this twelfth day of December, one thousand nine hundred and ten.

E. POIRIER,
Secretary.

5192

Notice is hereby given that Olivier Limoges, senior, lime-burner, Olivier Limoges, junior, merchant, and Jos. E. Barnabé, druggist, all of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 62 Vict., chap. 58 and amendments thereto, so as especially to enact that the lands of the petitioners whose expropriation is authorized by the act 9 Edward VII, chap. 81, sec. 27, sub-sec. 22, and the damages to their businesses, be valued according to their real and actual value, in accordance with the provisions of paragraph 1, of section 28, of the same act.

OL. LIMOGES, senior,
OL. LIMOGES, junior,
JOS. E. BARNABÉ.

5454

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Yvonne Lapointe, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Henri Rouillard, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Henri Rouillard, cultivateur, du canton de Windsor, dit district, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier décembre courant.

M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 14 décembre 1910. 5393.2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1845.

Dame Léda Letellier, de la cité de Québec, épouse de Gaudiose Barril, de la cité de Québec, peintre, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gaudiose Barril, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27e jour de décembre 1910.

J. E. CHAPLEAU,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 27 décembre 1910. 5383.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1679.

Dame Julie Brunet, épouse commune en biens de Napoléon Lefebvre, boulanger, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. H. DAVID,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 22 décembre 1910. 5403-2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Yvonne Lapointe, of the township of Windsor, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Henri Rouillard, farmer, of the same place, and duly authorized to the effects of these presents,
Plaintiff ;

vs

Henri Rouillard, farmer, of the township of Windsor, in the said district, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff in this case, on the first of December, 1910.

M. O'BREADY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 14th December, 1910. 5394

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1745.

Dame Léda Letellier, of the city of Quebec, wife of Gaudiose Barril, of the city of Quebec, painter, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Gaudiose Barril, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 27th day of December, 1910.

J. E. CHAPLEAU,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 27th December, 1910. 5384

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1679.

Dame Julie Brunet, wife common as to property of Napoléon Lefebvre, baker, of Montreal duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action of separation of property against her said husband.

J. H. DAVID,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 22nd December, 1910. 5404

AVIS

Dame Emma Lord, épouse commune en biens de Joseph Arthur Demers, commerçant, des cité et district de Montréal, donne avis qu'elle a, ce jour, intenté à son dit époux, une action en séparation de biens. Montréal, 27 décembre 1910, N. U. Lacasse, procureur de la demanderesse.

5387-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 839.

Dame Elodie Savags, épouse de Joseph Wilfrid Parent, comptable, de la ville de Maisonneuve, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

TANCREDE JODOIN,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 25 novembre 1910. 5045.5

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 339.

Dame Mary Champagne, épouse commune en biens de Hector Provencher, charretier, demeurant tous deux dans la cité des Trois-Rivières, la dite Dame Mary Champagne dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Provencher, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la dite Dame Mary Champagne contre le défendeur.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 14 décembre 1910. 5259-3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.
No 73.

Dame Ann Carey, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Hugh McQuillan, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Hugh McQuillan, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21e jour d'octobre 1910.

J. V. D'ARTOIS,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 9 décembre 1910. 5195.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1578.

Dame Alice Morin dit Costello, épouse dûment autorisée à ester en justice de Alfred Chartré, maître plombier, tous deux de la cité et du district de Montréal,

Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Chartré, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur

CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 décembre 1910. 5207.4

Province de Québec, district de Montréal, No 2636, cour supérieure.—Dame Eliza Chené, épouse commune en biens de Wilfrid Langlois, entrepreneur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Wilfrid Langlois, Défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée ce 13e jour d'octobre 1910.

J. H. DAVID,
Avocat la demanderesse.

5303.3

NOTICE.

Dame Emma Lord, wife common as to property of Joseph Arthur Demers, trader, of the city and district of Montreal, gives notice that she has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband. Montreal, 27th December, 1910, N. U. Lacasse, attorney for plaintiff.

5388

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 839.

Dame Elodie Savage, wife of Joseph Wilfrid Parent, accountant, of town of Maisonneuve, said district, duly authorized to ester en justice, have intended this day, an action as to property against her husband.

TANCREDE JODOIN,
Advocate of plaintiff.

Montreal, 25th November, 1910. 5046

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.
No. 339.

Dame Mary Champagne, wife common as to property of Hector Provencher, carter, both residing in the city of Three Rivers, the said Dame Mary Champagne duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Hector Provencher, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the said Dame Mary Champagne, against the defendant.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 14th December, 1910. 5260

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 73.

Dame Ann Carey, of the town of Richmond, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Hugh McQuillan, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Hugh McQuillan, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 21st day of October, 1910.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 9th December, 1910. 5196

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1578.

Dame Alice Morin dit Costello, wife duly authorized to ester en justice of Alfred Chartré master plumber, both of the city and district of Montreal,

Plaintiff ;

vs

The said Alfred Chartré, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

CGDERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th December, 1910. 5208

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2636, superior court.—Dame Eliza Chené, wife common as to property of Wilfrid Langlois, contractor, of Montreal, duly authorized to " ester en justice", Plaintiff ; vs the said Wilfrid Langlois, Defendant. An action for separation as to property has been instituted the 13th day of October, 1910.

J. H. DAVID,
Attorney for plaintiff.

5304

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1251.—Dame Joséphine Gagnon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Montminy, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Albert Montminy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 24 novembre 1910.

J. B. BISSONNETTE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 décembre 1910. 4997-5

Cour supérieure, Kamouraska, No 4572. Dame Obéline Turcotte, épouse commune en biens de Sieur Alyre Desbiens, marchand, de la paroisse de Saint-Hubert, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, le 30 novembre 1910. Fraserville, 6 décembre 1910. Jules Langlais, avocat de la demanderesse. 5077-5

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure.

No 4925.

Dame Sophie Tabah, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Simon Astphan, colporteur, du même lieu, Demanderesse;

vs

Le dit Simon Astphan, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

ULRIC BOURGEOIS,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 13 décembre 1910. 5231.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

No 3005.

Dame Geneviève Asselin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Frédéric Langlois, plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Frédéric Langlois, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 décembre 1910.

J. N. JALBERT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 décembre 1910. 5359.3

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No. 1767, Dame Delphine Gaudette, épouse de Lactance Gauthier, commerçant, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

CLEMENT ROBITAILLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 28 décembre 1910. 5447-2

Avis est par le présent donné que MM Ernest Roy, avocat et membre de la Chambre des Communes, J. Napoléon Beaumont, négociant, P. Calixte Dagneault, médecin, Roméo Langlais, avocat, Jos. T. Chénard, agent général d'assurance, tous de la cité de Québec, et Jos. C. Hébert, notaire, de la ville de Montmagny, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance sur la vie et les accidents, en vertu de la loi des assurances de Québec de 1908.

Le nom de la compagnie projetée sera "L'Anglo-Canadienne, Vie et Accidents", qui se traduira en anglais: "The Anglo-Canadian, Life and Accidents".

Le but de la compagnie est de faire en général le commerce d'assurance sur la vie et les accidents.

Son siège social sera dans la cité de Québec.

Le capital autorisé sera de \$1,000,000.00, divisé en 10,000 actions de \$100.00 chacune.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN.

Procureurs des requérants.

Québec, 21 décembre 1910. 5325.2

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 1251.—Dame Joséphine Gagnon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Montminy, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Albert Montminy, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 24th of November, 1910.

J. B. BISSONNETTE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd December, 1910. 4998

Superior court, Kamouraska, No. 4572. Dame Obéline Turcotte, wife common as to property of Alyre Desbiens, merchant, of the parish of Saint-Hubert, has instituted an action in separation of properties against her said husband, on the 30th of November, 1910. Fraserville, 6th December, 1910. Jules Langlais, advocate of the plaintiff. 5078

Province of Quebec, }
District of Joliette. } Superior Court.

No. 4925.

Dame Sophie Tabah, of the town and district of Joliette, duly authorized to ester en justice, wife of Simon Astphan, pedler, of the same place, Plaintiff;

vs

The said Simon Astphan, Defendant.

The said plaintiff has, this day, sued the Defendant for separation as to property.

ULRIC BOURGEOIS,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 13th December, 1910. 5232

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

No. 3005.

Dame Geneviève Asselin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frédéric Langlois, plumber, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Frédéric Langlois, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd December, 1910.

J. N. JALBERT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd December, 1910. 5360

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 1767, Mrs. Delphine Gaudette, wife of Lactance Gauthier, trader, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CLEMENT ROBITAILLE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th December, 1910. 5448

Notice is hereby given that Messrs. Ernest Roy, advocate and member of the House of Commons, J. Napoléon Beaumont, trader, P. Calixte Dagneault, physician, Roméo Langlais, advocate, Jos. T. Chénard, general insurance agent, all of the city of Quebec, and Jos. Hébert, notary, of the town of Montmagny, will apply to the Lieutenant Governor in council, to obtain the incorporation of a life and accident insurance company, under the Quebec insurance act, 1908.

The name of the projected company shall be "L'Anglo-Canadienne, Vie et Accidents" and or: "The Anglo-Canadian, Life and Accident".

The object of the company is to carry on a general life and accident insurance business.

Its chief place of business will be in the city of Quebec.

The authorized capital will be \$1,000,000.00, divided into 10,000 shares of \$100.00 each.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,

Attorneys for applicants.

Quebec, 21st December, 1910. 5326.2

Barreau de la province de Québec.—Bar of the province of Quebec.

Candidat à la pratique du droit.—Candidate for the practice of law.

Section des Trois-Rivières.—Section of Three Rivers.

Examens de janvier 1911.—Examinations of January, 1911.

Nom. — Name.	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence.
Grenier.....	Albert.....	23 ans—years.....	Grand'Mère.

AUGUSTE DESILETS,

Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières.—Secretary of the Bar of Three Rivers.
Trois-Rivières, 26 décembre—Three Rivers, 26th December, 1910. 7-3

Barreau de la province de Québec.—Bar of the province of Quebec.

Section de Québec.—Section of Québec.

Candidat à la pratique du droit.—Candidate to the practice of law.

Examen de janvier 1911.—Examination of January, 1911.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Rouillard.....	Léon Eugène.....	27 ans—years.....	Québec.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Québec.
Québec, 24 décembre—24th December, 1910. 19-20

Liste des candidats pour l'admission à la pratique, à l'examen qui aura lieu le 10 janvier 1911.

List of students for admission of practise, at examination to be held 10th January, 1911.

Nom.—Name.	Prénom.—Surname.	Résidence.	Age.
Tracy.....	William Cahill.....	Sherbrooke.....	34 ans.—years.

CHAS. D. WHITE,

Secrétaire, Barreau de Saint-François.—Secretary, Bar of Saint Francis.
Sherbrooke, Qué., 27 décembre—27th December, 1910. 5429-30

ASPIRANT A LA PRATIQUE DE LA PROFESSION D'AVOCAT.

CANDIDATE FOR ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Côté.....	Pierre Martel.....	49 ans—years.....	Ottawa.

L. A. LE DUC,

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 10 janvier 1911.—Examinations of the 10th January, 1911.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age	Résidence.
1	Burchell.....	Charles J.....	Plus de — over 21	Sydney, N. S.
2	Grothé.....	Aimé P.....	“ “ 24	Montréal.
3	Lalonde.....	Joseph Arthur.....	“ “ 26	Montréal.
4	Landry.....	John Camille.....	“ “ 25	Dorchester, N. B.
5	Leblanc.....	Raoul.....	“ “ 27	Montréal.
6	Le Huray.....	Stephen J.....	“ “ 29	Montréal.
7	Macdonald.....	W. G.....	“ “ 24	Halifax, N. S.
8	Millman.....	Lazarus.....	“ “ 32	Montréal.
9	Ross.....	H. S.....	“ “ 21	Sydney, N. S.

JULES DESMARAIS,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 26 décembre 1910.—Montreal, 26th December, 1910. 5399-400

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour de Circuit,*
No 1063.
Philippe Bergeron, boucher, de la paroisse de
Saint-Grégoire, Demandeur ;
vs
Joseph Landry, du même lieu, Défendeur.
Avis est par les présentes donné aux créanciers
du dit défendeur d'avoir à produire leurs réclama-
tions entre les mains du greffier de la cour de circuit
dans et pour le district des Trois-Rivières.
BLONDIN & DESY,
Procureurs du demandeur.
Trois-Rivières, 28 décembre 1910. 5413.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re L. Diamond, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le dit failli a
fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour
le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protono-
taire, Montréal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.
Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 30 décembre 1910. 13

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
In re Téléphore Gravel, Joliette, P. Q., Failli.
Le sus-nommé a déposé son bilan au greffe de la
cour supérieure du district de Joliette, jeudi, le 29
décembre 1910, conformément à la loi.
P. H. DUFRESNE,
Gardien provisoire.

99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 janvier 1911. 27

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. B. Dyon, Montréal, P. Q., Failli.
Le sus-nommé a déposé son bilan au greffe de la
cour supérieure du district de Montréal, samedi, 31
décembre 1910, conformément à la loi.
VINET & DUFRESNE,
Sub. gardiens provisoires.

99, rue Saint-Jacques
Montréal, 7 janvier 1911. 25

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Circuit Court.*
No. 1063.
Philippe Bergeron, butcher, of the parish of Saint
Grégoire, Plaintiff ;
vs
Joseph Landry, of the same place, Defendant.
Notice is hereby given to the creditors of the
said defendant to have to file their claims with the
clerk of the circuit court in and for the district of
Three Rivers.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 28th December, 1910. 5414

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re L. Diamond, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the said insolvent
has, this day, made, in the prothonotary's office in
Montreal, a judicial abandonment of his property
for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.
Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 30th December, 1910. 14

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Circuit Court.*
In re Téléphore Gravel, Joliette, P. Q., Insolvent.
The above named has filed his statement at the
prothonotary's office of the district of Joliette, on
Thursday, 29th December, 1910, according to law.
P. H. DUFRESNE,
Provisional guardian.

99, Saint James street.
Montreal, 7th January, 1911. 28

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. B. Dyon, Montreal, P. Q., Insolvent.
The above named has filed his statement at the
prothonotary's office of the district of Montreal,
Saturday, 31st December, 1910, according to law.
VINET & DUFRESNE,
Sub provisional guardians.

99, Saint James street.
Montreal, 7th January, 1911. 26

Province de Québec. }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1531.

Avis est par le présent donné qu'une cession judiciaire des biens de Joseph Robitaille, de Québec, marchand d'automobiles et de bicycles, a été faite pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

CYPRIEN ROBITAILLE,
 Gardien provisoire.

Bureau : 85, rue Saint-Pierre,
 Québec. 23

District de Québec.

In re Charles Morin, Québec, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 4 janvier 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie de Richelieu.
 Québec, 4 janvier 1911. 45

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de Alfred Godbout, Chicoutimi, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 31 décembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 4 janvier 1911. 47

District de Québec.

In re Bernard & Ruel, Notre-Dame des Anges, Insolvables.
 Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23 janvier 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 4 janvier 1911. 51

District de Rimouski.

In re Lepage & Fils, Cedar Hall, Insolvables.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 décembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 4 janvier 1911. 49

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Martin & Tremblay, Montréal, P. Q., Insolvables.

Avis est donné que, le 3e jour de janvier 1911, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs à la succession des susnommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 1531.

Notice is hereby given that a judicial assignment of the properties of Joseph Robitaille, of Quebec, automobile and bicycle dealer, has been made for the benefit of his creditors, on the protonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

CYPRIEN ROBITAILLE,
 Provisional guardian.

Office : 85, Saint Peter street,
 Québec. 24

District of Québec.

In re Charles Morin, Québec, Insolvent.
 In virtue of an order of the court, dated 4th January, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
 Curator

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
 Québec, 4th January, 1911. 46

District of Chicoutimi.

In the matter of Alfred Godbout, Chicoutimi, Insolvent.
 In virtue of an order of the court, dated 31st December, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
 Québec, 4th January, 1911. 48

District of Québec.

In re Bernard & Ruel, Notre Dame des Anges, Insolvents.
 A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 23rd January, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
 Curator

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
 Québec, 4th January, 1911. 52

District of Rimouski.

In re Lepage & Fils, Cedar Hall, Insolvents.
 In virtue of an order of the court, dated 29th December, 1910, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
 Québec, 4th January, 1911. 50

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Martin & Tremblay, Montreal, P. Q., Insolvents.

Notice is given that, on the 3rd day of January, 1911, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bureau de Vinet & Dufresne,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 7 janvier 1911. 53

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re D. Spinelli Co., eng., Montréal, P. Q.,
Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 23 janvier 1911.

Toute contestation de tel dividende devra être déposée entre nos mains avant la date sus-mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bureau de Vinet & Dufresne,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal 7 janvier 1911. 55

En Liquidation

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re "The Standard Paper Bottle Co. Ltd.",
En liquidation.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 28ème jour de décembre 1910, j'ai été nommé liquidateur aux biens de la compagnie, et que par un autre jugement en date du 4ème jour de janvier 1911, le délai pour produire les réclamations chez le liquidateur a été fixé à trente jours de la présente date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 4 janvier 1911. 43

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Rimouski, à savoir : } LOUIS JOSEPH BEL-
No 3658. } LEAU, Demandeur ; vs
EDMOND BOUCHARD, Défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sous le numéro 1902, du second rang nord-est du chemin Sydenham de dit canton de Chicoutimi, lequel de figure tout-à-fait irrégulière, est borné comme suit : au nord par la clôture actuelle divisant le terrain vendu de celui de la succession du révérend M. Robergs, et à l'ouest par le chemin public qui conduit au moulin de Alfred Langevin—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD.

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 26 décembre 1910. 5
[Première publication, 7 janvier 1911.]

Claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Office of Vinet & Dufresne,
99, Saint James street.
Montreal, 7th January, 1911. 54

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In re D. Spinelli Co., regd., Montreal, P. Q.,
Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 23rd January, 1911.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Office of Vinet & Dufresne,
99, Saint James street.
Montreal, 7th January, 1911. 56

In Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In re "The Standard Paper Bottle Co., Ltd.",
In liquidation.

Notice is hereby given that, by order of this court, I was, on the 28th day of December, 1910, appointed liquidator to the property of the said company, and that by another judgment of the 4th January instant, the delay for filing claims with the liquidator was fixed to 30 days after the present date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 4th January, 1911. 44

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Rimouski, to wit : } LOUIS JOSEPH BEL-
No. 3658. } LEAU, Plaintiff ; vs
EDMOND BOUCHARD, Defendant.

All that piece of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, under number 1902, of the second north east range of the Sydenham road of the said township of Chicoutimi, being of altogether irregular outline, and bounded as follows : on the north by the present fence dividing the land sold from that of the estate of the Reverend Mr. Robergs, and on the west by the public road leading to the mill of Alfred Langevin—with buildings and dependencies.

To be sold at my office, at the court house, in Chicoutimi, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 26th December, 1910. 6
[First published, 7th January, 1911.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

Dans la Cour de Magistrat' pour le district de Gaspé.

Province de Québec, } **THOMAS ANDRE**
District de Gaspé, } **BLANCHET**, de
Comté de Bonaventure. } New-Carlisle, dans le
No 72. } comté de Bonaventure,
dans le district de Gaspé, avocat, Demandeur ; vs
les terres et tenements de **JOSEPH ROY**, de Saint-
Alphonse de Caplan, dans les susdits comté et district, Défendeur.

Tous les droits, titres, intérêts, améliorations, bâtisses et autres réclamations quelconques que le dit Joseph Roy, le susdit défendeur a dans la propriété ci-dessus décrite, à savoir :

La moitié ouest de la moitié est du lot primitif No 5, dans le sixième rang du canton de Hamilton, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, et maintenant connu comme formant partie du lot du cadastre No 1073a, dans le sixième rang du susdit canton de Hamilton ; borné au nord par le septième rang, au sud par le cinquième rang, à l'est par Joseph Cyr, et à l'ouest par Edmond Cyr, ayant deux acres et demi de terre en front sur la profondeur de vingt acres, plus ou moins—ensemble avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Caplan, dans les susdits comté et district, **JEUDI**, le **NEUVIEME** jour de **FEBRIER** prochain 1911, à **ONZE** heure de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif. Shérif, C. B.
29 décembre 1910. 11
[Première publication, 7 janvier 1911.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

In the Magistrates' Court, for the district of Gaspé.

Province of Quebec, } **THOMAS ANDRE**
District of Gaspé, } **BLANCHET**, of New
County of Bonaventure. } Carlisle, in the county of
No. 72. } Bonaventure, in the district
of Gaspé, advocate, Plaintiff ; vs the lands
and tenements of **JOSEPH ROY**, of Saint-Alphonse
de Caplan, in the county and district aforesaid,
Defendant.

All the rights, titles, interests, improvements, buildings and all other claims whatsoever, which the said Joseph Roy, the above named defendant has in the following described property, to wit :

The west half of the east half of the primitive lot No. 5, in the sixth range of the township of Hamilton, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, and now known as forming part of cadastral lot No. 1073a, in the sixth range of the township of Hamilton aforesaid ; bounded on the north by the seventh range, on the south by the fifth range, on the east by Joseph Cyr, and on the west by Edmond Cyr, being two acres and one half acre of land in front by the depth of twenty acres, more or less—together with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Caplan, in the county and district aforesaid, on **THURSDAY**, the **NINTH** day of **FEBRUARY** next, 1911, at the hour of **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff, C. B.
29th December, 1910. 12
[First published, 7th January, 1911.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ACTAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Fraserville, à savoir : } **ALEXANDRE APRIL**,
No 4585. } Demandeur ; contre
TANCREDE APRIL, Défendeur.

Un certain lot de terre ou emplacement situé en la ville de Fraserville, sans garantie de juste contenance, mais comprenant le terrain mesurant environ cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise ; borné au sud au chemin de Fraserville, au nord à cent pieds du chemin de Fraserville, au nord-est à Ferdinand Charette, et au sud-ouest à Louis Michaud, faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-onze (pt No 491), du cadastre officiel du comté de Témiscouata, pour la ville de Fraserville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A charge d'une reute foncière annuelle constituée de vingt piastres par année, payable à la succession de Chs. Eug. Pouliot, le premier octobre de chaque année.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Fraser-

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

superior Court.

Fraserville, to wit : } **ALEXANDRE APRIL**,
No. 4585. } Plaintiff ; against **TAN-**
CREDE APRIL, Defendant.

A certain lot of land or emplacement situate in the town of Fraserville, without warranty of exact contents, but comprising the lot of land measuring about fifty feet in front by one hundred feet in depth, all english measurement ; bounded on the south by the Fraserville road, on the north by one hundred feet of the said Fraserville road, on the north-east by Ferdinand Charette, and on the south-west by Louis Michaud, forming part of lot number four hundred and ninety one (pt No. 491), of the official cadastre of the county of Témiscouata, for the town of Fraserville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the charge of a year's constituted ground rent of twenty dollars per annum, payable to the estate of Chs. Eug. Pouliot, on the first of October of every year.

To be sold at the sheriff's office, at Fraserville, on

ville, le HUITIEME jour de FEVRIER 1911,
DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,
Bureau shérif, Shérif.
Fraserville, 4 janvier 1911. 81
[Première publication, 7 janvier 1911.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ZEPHIRIN PESANT dit
No 1614. } SANS-CARTIER, De-
mandeur ; contre THEOPHILE BEAUCHEMIN,
Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-
Hubert, dans le quartier Saint-Denis, de la cité
de Montréal, composé des lots de terre connus et
désignés au plan et livre de renvoi officiels du vil-
lage incorporé de la Côte Saint-Louis, comme étant
des subdivisions officielles numéros huit cent
soixante et deux et huit cent soixante et trois, du lot
officiel original numéro sept (7-862 et 863), mesu-
rant cinquante pieds de largeur par cent neuf
pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou
moins—avec les maisons et autres dépendances sus-
érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER pro-
chain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 3 janvier 1911. 35
[Première publication, 7 janvier 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANCOIS XAVIER
No 3790. } DUPUIS, Demandeur ;
contre les terres et tenements de ANTOINE
ROBERT, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Mont
Royal, de la cité de Montréal, dans le dit district,
le dit lot faisant front sur le chemin de la Côte des
Neiges, et connu et désigné au plan et livre de
renvoi officiels du village incorporé de la Côte des
Neiges, comme le lot officiel numéro onze—avec les
bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 3 janvier 1911 33
[Première publication, 7 janvier 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FELIX DANSEREAU ;
No 1444. } contre MICHEL
LEFEBVRE ET AL faisant affaires comme plâ-
triers, sous la raison sociale de "Lefebvre &
Groulx".

Un lot de terre—avec circonstances et dépendan-
ces, situé sur la septième avenue, à Rosemont,
maintenant annexé à la cité de Montréal, connu et
désigné comme subdivision numéro onze cent trente-
huit, du lot primitif cent soixante et douze, des
plan et livre de renvoi officiels du village incorporé
de la Côte Visitation, contenant vingt cinq pieds de
largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

the EIGHTH day of FEBRUARY, 1911, at TEN
o'clock in the forenoon,

P. EUG. MARTIN,
Sheriff's office, Sheriff,
Fraserville, 4th January, 1911. 2
[First published, 7th January, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit : } ZEPHIRIN PESANT dit
No 1614. } SANS-CARTIER, Plain-
tiff ; against THEOPHILE BEAUCHEMIN, De-
fendant.

An emplacement fronting on Saint Hubert
street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal,
composed of the lots of land known and designated
on the official plan and book of reference of the
incorporated village of Cote Saint Louis, as being
official subdivision numbers eight hundred and sixty
two and eight hundred and sixty three, of official
primitive lot number seven (7-862 and 863) measur-
ing fifty feet in width by one hundred and nine feet in
depth, english measure, and more or less—with
houses and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINTH day of FEBRUARY next, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff
Montreal, 3rd January, 1911. 6
[First published, 7th January, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANCOIS XAVIER DU-
No. 3790. } DUPUIS, Plaintiff ; against
the lands and tenements of ANTOINE ROBERT,
Defendant.

A certain lot of land lying and being in Mount
Royal ward, of the city of Montreal, in said dis-
trict, said lot fronting upon the Côte des Neiges
road, and known and distinguished upon the official
plan and book of reference of the incorporated
village of Cote des Neiges, as lot official number
eleven—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN
o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff
Montreal, 3rd January, 1911. 34
[First published, 7th January, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FELIX DANSEREAU ;
No. 1444. } against MICHEL LEFEB-
VRE ET AL, carrying on the business as plasterers,
under the firm name of "Lefebvre & Groulx".

A lot of land—with circumstances and dependen-
cies, situate on seventh avenue, at Rosemont, now
annexed to the city of Montreal, known and designa-
ted as subdivision number eleven, hundred and
thirty eight, of lot primitive number one hundred
and seventy two, of the official plan and book of
reference of the incorporated village of Côte de Visi-
tation, containing twenty five feet in width by
eighty feet in depth.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 3 janvier 1911. 39
[Première publication, 7 janvier 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE HUDSON BAY
No 3301. } KNITTING COM-
PANY, Demanderesse; contre J. A. DEVIL-
LERS, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille trente (3030); borné en front par la rue Richardson—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 3 janvier 1911. 37
[Première publication, 7 janvier 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANCOIS P. TREM-
No 22299. } BLAY, Demandeur; vs
HORMIDAS DAGENAIS, Défendeur.

Un terrain—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, situé dans le quartier Rosemont, de la cité de Montréal; borné en front par la neuvième avenue, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, comté Hochelaga, sous les numéros huit cent trente-trois, huit cent trente quatre et huit cent trente-cinq, de la subdivision officielle du lot numéro primitif cent soixante et douze.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 4 janvier 1911. 41
[Première publication, 7 janvier 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } AURENT JUSTIN
No. 2806. } FOISY, Demandeur; vs
ELIAS ILIEFF, Défendeur.

Un emplacement situé à Tetraultville, en la paroisse de la Longue Pointe, et maintenant de la cité de Montréal; borné en front par la rue Azilda, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue Pointe, sous le numéro cent cinquante, de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (150-399)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1911), à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 14 décembre 1910. 5209-2
[Première publication, 17 décembre 1910.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

on the NINTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 3rd January, 1911. 40
[First published, 7th January, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE HUDSON BAY
No. 3301. } KNITTING COM-
PANY, Plaintiff; against J. A. DEVILLERS,
Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, under number three thousand and thirty (3030); bounded in front by Richardson street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 3rd January, 1911. 38
[First published, 7th January, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCOIS P. TREMBLAY,
No. 22299. } Plaintiff; vs HORMIDAS
DAGENAIS, Defendant.

A lot of land—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, situate in Rosemont ward, of the city of Montreal; bounded in front by ninth avenue, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, county of Hochelaga, under number eight hundred and thirty three, eight hundred and thirty four and eight hundred and thirty five, of the official subdivision of lot primitive number one hundred and seventy two.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at FLEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 4th January, 1911. 42
[First published, 7th January, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } AURENT JUSTIN FOISY,
No. 2806. } Plaintiff; vs ELIAS
ILIEFF, Defendant.

An emplacement situate at Tetraultville, in the parish of Longue Pointe, and now of the city of Montreal; bounded in front by Azilda street, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Longue Pointe, under number one hundred and fifty, of the subdivision of lot number three hundred and ninety nine (150-399)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JANUARY next, (1911), at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th December, 1910. 5210
[First published, 17th December, 1910.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, à Bryson.

Province de Québec, } **WILLIAM J. HAYES,**
District de Pontiac, } Demandeur ; contre
No 1173. } **WILLIAM J. OSTRINE,**
Défendeur, à savoir :

Ce lot de terre connu et désigné conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Shawville, comme lot numéro trente et un (31), du dit village—ensemble avec les bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Bryson, le NEUVIEME jour de FEVRIER 1911, à DIX heures de l'avant-midi.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 30 décembre 1910. 9
Première publication, 7 janvier 1911.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **CYRILLE ROBITAILLE ;**
No 1697. } Contre **ADOLPHE CAR-**
DINAL, à savoir :

Partie du No 8-6, du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Bois, étant un emplacement situé à la Rivière à Pierre, contenant 33 pieds de large sur 200 pieds de profondeur, mesure anglais, plus ou moins ; borné en front au nord par le chemin du Roi, en arrière au sud par la Rivière à Pierre, d'un côté au nord-est à l'ancien chemin public, et au sud-ouest par Joseph A. Martineau—avec bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Rivière à Pierre, comté de Portneuf, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif, Député shérif.
Québec, 22 décembre 1910. 5327.2
[Première publication, 24 décembre 1910.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **EXEAS LEBRUN,** Deman-
No 5128. } deur ; contre **CHARLES**
SEVIGNY, Défendeur ; et le dit Charles Sévigny, demandeur reconventionnel, et le dit Exéas Lebrun, défendeur reconventionnel.

Comme appartenant au dit Charles Sévigny :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-David, en la concession Sainte-Cécile, étant le lot numéro huit cent cinq (No 805), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David—avec les bâties dessus érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-David, en la concession Sainte-Cécile, étant le numéro huit cent six (No 806), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David—circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, at Bryson.

Province of Québec, } **WILLIAM J. HAYES,**
District of Pontiac, } Plaintiff ; against **WIL-**
No. 1173. } **LIAM J. OSTRINE,** De-
fendant, to wit :

That certain lot of land known and described according to the official plan and book of reference for the village of Shawville, as lot number thirty one (31), of the said village—together with the buildings thereon erected and members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the village of Bryson, on the NINTH day of FEBRUARY, 1911, at TEN of the clock in the forenoon.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 30th December, 1910. 10
[First published, 7th January, 1911.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **CYRILLE ROBITAILLE ;**
No. 1697. } against **ADOLPHE CAR-**
DINAL, to wit :

Part of No. 8-6, of the official cadastre for the second range of the township Bois, being an emplacement situate at Rivière-à-Pierre, containing 33 feet in width by 200 feet in depth, english measurement, more or less ; bounded in front on the north by the King's highway, in the rear on the south by the Rivière-à-Pierre, on one side to the north east by the old public road, and on the south west by Joseph A. Martineau—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Rivière-à-Pierre, county of Portneuf, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, at NOON. The said writ returnable according to law.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 22nd December, 1910. 5328
[First published, 24th December, 1910.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **EXEAS LEBRUN,** Plaintiff ;
No. 5128. } against **CHARLES SEVIGNY,**
Defendant, and the said Charles Sévigny, cross-plaintiff, and the said Exéas Lebrun, cross-defendant.

As belonging to the said Charles Sévigny :

1. A farm situate in the parish of Saint David, in the Sainte Cécile concession, being lot number eight hundred and five (805), of the official cadastre of the said parish of Saint David—with the buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint David, in the Sainte Cécile concession, being lot number eight hundred and six (806), of the official cadastre of the said parish of Saint David—circumstances and dependencies.

3° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, en la concession Arthur, de quatre arpents et demi de front sur six arpents de profondeur, étant parties des lots numéros huit cent cinquante et un, huit cent cinquante-deux et huit cent cinquante-trois (parties Nos 851, 852 et 853), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David; tenant d'un bout à Elie Belly, de l'autre bout à Amable Thérour, d'un côté aux terres de la concession Ste-Cécile, et d'autre côté au dit Elie Belly—circonstances et dépendances.

Le susdit morceau de terre étant la partie depuis le bout de la terre du dit Elie Belly, à quatre arpents du chemin de front, allant au sud jusqu'à la profondeur des dits dix arpents. Les dits trois immeubles forment une seule et même exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le DIX-NEUF JOUR du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 15 décembre 1910. 5223-2
[Première publication, 17 décembre 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } **PIERRE DUMONTIER**, De-
No 5176. } **mandeur**; contre **REMY**
DESY, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Barthélemi, à l'endroit appelé village, sur la rue Adélar, faisant partie des lots numéros quatre cent vingt-cinq et quatre cent vingt-huit (pts lots Nos 425 et 428), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Barthélemi; borné en front par la rue Adélar, en arrière à Arsène Hénault, d'un côté à Eveline Sylvestre, et d'autre côté à Omer Dupuis—avec les bâcissas dessus érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Cuthbert, en la concession deuxième rang du nord, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Cuthbert, par le lot numéro cent trente-sept (lot No 137)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus comme suit, savoir: le lot en premier lieu désigné à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Barthélemi, le DIX-HUITIEME JOUR de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et celui en deuxième lieu désigné, à la porte de l'église de Saint-Cuthbert, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 12 décembre 1910. 5221-2
[Première publication, 17 décembre 1910.]

3. A piece of land situate in the parish of Saint David, in the Arthur concession, of four arpents and a half in front by six arpents in depth, being part of lots numbers eight hundred and fifty one, eight hundred and fifty two and eight hundred and fifty three (pt. Nos. 851, 852 and 853), of the official cadastra of the said parish of Saint David; bounded on one end by Elie Belly, on the other by Amable Thérour, on one side by the lands of the Sainte Cécile concess'on, and on the other side by the said Elie Belly—circumstances and dependencies.

The aforesaid piece of land being the part from the end of the land of the said Elie Belly, at four arpents from the front road running south wards as far as the depth of the said six arpents.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the NINETEENTH day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 15th December, 1910. 5224
[First published, 17th December, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } **PIERRE DUMONTIER**, Plain-
No. 5176. } **tiff**; against **REMY DESY**,
Defendant.

As belonging to the said defendant:

1. An emplacement situate in the parish of Saint Barthélemi, at the place called village, on Adélar street, forming part of lots numbers four hundred and twenty five and four hundred and twenty eight (part lots Nos 425 and 428), of the official cadastra of the said parish of Saint Barthélemi; bounded in front by Adélar street, in the rear by Arsène Hénault, on one side by Eveline Sylvestre, and on the other side by Omer Dupuis—with the buildings thereon erected.

2. A farm situate in the parish of Saint Cuthbert, in the second northern range concession, known on the official cadastra of the said parish of Saint Cuthbert, by the lot number one hundred and thirty seven (lot No. 137)—circumstances and dependencies.

To be sold as follows: the lot firstly described at the par chial church door of the parish of Saint Barthélemi, on the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon; and that secondly designated, at the church door of Saint Cuthbert, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 13th December, 1910. 5222
[First published, 17th December, 1910.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } **ACHILLE GAGNON**,
No 4181. } **failli**, et **PAUL**
EMILE GAGNON, curateur, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski, mesurant 90 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au nord, à la rue Saint-Jean Baptiste, à l'est à Ls. Roy ou représentants, au sud à Charles Lepage, à l'ouest à Edouard Fiset, étant partie du lot numéro

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

District of Rimouski } **ACHILLE GAGNON**,
No. 4181. } **insolvent**, and **PAUL**
EMILE GAGNON, curator, to wit:

An emplacement situate in the town of Saint Germain de Rimouski, measuring 90 feet in front by 90 feet in depth, english measure; bounded on the north by Saint Jean Baptiste street, on the east by Ls. Roy or representatives, on the south by Charles Lepage, on the west by Edouard Fiset,

cent dix-neuf (115 p.), du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances. A charge d'une rente foncière et constituée de vingt-quatre piastres, payable le premier de chaque année, avec augmentation de quatre piastres par année, pour chaque mutation de la dite propriété en dehors de la famille du dit failli.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le HUITIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent onze, à DIX heures de l'avant-midi.

CHARLES D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 4 janvier 1911. 65
[Première publication, 7 janvier 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } THE EASTERN
No. 4226. } TOWNSHIPS BANK.
corps politique et incorporé; contre STANISLAS
SIMARD, savoir :

1° Le lot lettre E, rang cinq, canton Nemtayé.
2° Tous les droits d'occupation, de défrichements, de préemption et autres sur le lot numéro lettre E, rang six, canton Nemtayé, y compris les bâtieses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit Joseph Labre, Amqui, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER mil neuf cent onze, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 12 décembre 1910. 5169-2
[Première publication, 17 décembre 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François

Saint-François, à savoir : } GEORGE L. MAS-
No. 323. } TEN, Demandeur ;
vs PIERRE ROBERT ET AL, Défendeurs,
conjointement et solidairement, et William L.
Shurtleff, avocat, distayant pour frais.

Saisi comme appartenant à Pierre Bédard, un des défendeurs en cette cause, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans le canton de Compton, dans le district de Saint-François—avec les bâtieses sus-érigées et améliorations faites, connu et désigné comme lot numéro six A (6 A), dans le dixième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Compton, déduction faite d'icelui d'environ trente-trois acres sur toute la largeur du lot, au bout ouest d'icelui, appartenant à Alfred Philorme Lanctot. La partie saisie étant bornée comme suit : au nord par le lot six B, dans le dit dixième rang, à l'est par la ligne de borne entre les cantons de Compton et Clifton, au sud par le lot cinq B, dans le dixième rang, et à l'ouest par cette partie du lot six A, appartenant au dit Lanctot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 12 décembre 1910. 5177-2
[Première publication, 17 décembre 1910.]

being part of lot one hundred and nineteen (pt. 119), of the official cadastre of the town of Saint Germain de Rimouski—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of a constituted ground rent of twenty four dollars, payable on the first of every year, with increase of four dollars per annum, for each change of the said property outside of the family of the said insolvent.

To be sold at my office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the EIGHTH day of FEBRUARY, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Shérif.
Rimouski, 4th January, 1911. 66
[First published, 7th January, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } THE EASTERN
No. 4226. } TOWNSHIPS BANK.
body politic and corporate; against STANISLAS
SIMARD, to wit :

1. Lot letter E, range five, township Nemtayé.
2. All the rights of occupation, clearing, preemption and others in lot number letter E, range six, township Nemtayé, including the buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, on the EIGHTH day of JANUARY, nineteen hundred and eleven, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 12th December, 1910. 5170
[First published, 17th December, 1910.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-François

Saint Francis, to wit : } GEORGE L. MASTEN,
No. 323. } Plaintiff; vs PIERRE
ROBERT ET AL, Defendants, jointly and severally,
and William L. Shurtleff, advocate, distayant pour
frais.

Seized as belonging to Pierre Bédard, one of the defendants in this cause, to wit :

That certain piece of land situate in the township of Compton, in the district of Saint Francis—with the buildings and improvements thereon erected and made, and known and described as the lot number six A (6 A), in the tenth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Compton, after deducting therefrom about thirty three acres off the whole width of the lot, in the west end thereof, belonging to Alfred Philorme Lanctot. The portion herein seized, being bounded as follows : on the north by lot six B, in the said tenth range, on the east by the boundary line between the townships of Compton and Clifton, on the south by lot five B, in the said tenth range, and on the west by that part of lot six A, belonging to said Lanctot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas of Compton, on the NINETEENTH day of JANUARY next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 12th December, 1910. 5178
[First published, 17th December, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
 Saint-François, à savoir: } **JOSEPH MARCOUX,**
 No 925. } Demandeur; contre

ONESIME ALIAS ISAAC MARCOUX Défendeur.
 Un terrain situé dans le canton de Weedon, dans le comté de Wolfe, étant les lots numéros quatre C et quatre D (4 C et 4 D), du deuxième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Weedon, de la contenance de cinquante acres de terrain, plus ou moins—ensemble avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif. Shérif.
 Sherbrooke, 12 décembre 1910. 5179.2
 [Première publication, 17 décembre 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
 Saint Francis, to wit: } **JOSEPH MARCOUX,**
 No. 925. } Plaintiff; against

ONESIME ALIAS ISAAC MARCOUX, Defendant.
 A lot of land situate to the township of Weedon, in the county of Wolfe, being lots numbers four C and four D (4 C and 4 D), of the second range on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Weedon, containing fifty acres of land, more or less—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Janvier, usually called Saint Janvier de Weedon, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
 Sherbrooke, 12th December, 1910. 5180
 [First published, 17th December, 1910.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir: } **LOUIS HENRI**
 No 213. } **NOBERT ET AL,**
 Demandeur; contre **JOSEPH LANDRY,** Défendeur, savoir:

Un terrain emplacement de cinquante pieds de front sur la rue Royale, du côté sud d'icelle rue dans le village de LaRoche, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir, à partir de la dite rue Royale à aller à un ruisseau bien connu où le dit emplacement borne en profondeur vers le sud, joignant du côté nord-est à Anthony Arseneault, et du côté sud-ouest à Omer Noël—avec bâtisses.

Cet emplacement fait partie du lot numéro cinquante-huit (58), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour le village de LaRoche, et est partie sud-ouest du dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Grégoire, village de LaRoche, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
 Trois-Rivières, 14 décembre 1910. 5197-2
 [Première publication, 17 décembre 1910.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir: } **JOSEPH LOUIS DU-**
 No 100. } **RAND ET AL,** Requérant
 cession; contre **NAPOLEON CHARBON-**
NEAU, insolvable, et **Joseph Louis Durand,** curateur, savoir:

Deux terrains situés en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-est de la rue Plaisante, étant les lots numéros huit cent quarante-quatre et huit cent quarante-cinq (844 et 845), du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières—avec maison, magasin, boutique de boucher, glacière, étable et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à distraire cependant du dit lot No 845, la partie sud-ouest d'icelui, vendue à Dame Eugénie Levasseur, épouse de F. X. Piché, la dite partie de terrain contenant trente-trois pieds de front sur soixante et cinq pieds de profondeur; bornée en front à la dite rue Plaisante, et en profondeur au résidu du dit lot No 845.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit: } **LOUIS HENRI NOBERT**
 No. 213. } **ET AL,** Plaintiffs; against
JOSEPH LANDRY, Defendant, to wit:

An emplacement of fifty feet in front on **Royal street**, on the south side of said street in the village of LaRoche, by the depth there may be from the said **Royal street**, as far as a well known stream where the said emplacement is bounded in depth towards the south, adjoining on the north east side Anthony Arseneault, and on the south west side Omer Noël—with buildings.

The said emplacement forms part of lot number fifty eight (58), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the village of LaRoche, and is the south west part of the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Grégoire, village of LaRoche, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
 Three Rivers, 14th December, 1910. 5198
 [First published, 17th December, 1910.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit: } **JOSEPH LOUIS DU-**
 No. 100. } **RAND ET AL,** Petitioners for assignment; against **NAPOLEON CHARBONNEAU,** insolvent, and **Louis Durand,** curator, to wit:

Two lots of land situate in the city of Three Rivers, on the north east side of Plaisante street, being lots numbers eight hundred and forty four and eight hundred and forty five (844 and 845), of the official cadastre of the said city of Three Rivers—with house, store, butchershop, icthouse, stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be reserved however for the said lot No. 845, the south west part thereof sold to Dame Eugénie Levasseur, wife of F. X. Piché, the said part or lot containing thirty three feet in front by sixty five feet in depth; bounded in front by the said Plaisante street, and in depth by the residue of the said lot No. 845.

To be sold at my office, in the court house, in

justice, en la cité des Trois-Rivières, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Trois-Rivières. 14 décembre 1910.
Première publication, 17 décembre 1910].

the city of Three Rivers, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Three Rivers, 14th December, 1910.
[First published, 17th December, 1910.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE COATICOOK.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Otis Shurtleff, secrétaire trésorier, que les terres ci-après mentionnées seront vendues par encan public, au bureau du conseil municipal, dans la dite ville de Coaticook, LUNDI, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, 1911, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que les taxes dues sur icelles, et les frais encourus, ne soient payées avant cette date, à savoir :

William Welch, lots numéros 632, 633 et 635, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$38 70

Représentants ou héritiers légaux de feu Louis Guérin, lot No. 1895, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$19 85

Pierre L. Spérance, partie des lots Nos. 1818 et 1540, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$21 40

Silas Aldrich, partie du lot No. 1686, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$14 05

Elouard A. Côté, lots Nos. 1423 et 1424, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$12 30

Représentants ou héritiers légaux de feu Aaron L. Brown, lot No. 1655, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$ 4 75

Delle Vena V. Merrill, partie du lot No 70, à l'exception d'une partie d'icelui prise par la corporation de Coaticook, pour élargir la rue Principale.

Montant dû..... \$77 10

Frederic A. Brigham, lots Nos 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509 et 1510, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$33 55

Alphonse Major, partie du lot No 39, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$18 80

Dame Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), partie du lot No 692, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$66 93

Dame Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), lots Nos. 679, 680, 698 et 698A, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$116 85

Dame Julia Bertrand, partie du lot No 572, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$29 95

Joseph Leadbeter, partie du lot No 213, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$21 25

Joseph Lapointe, partie des lots Nos 861 et 862, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

Montant dû..... \$10 17

OTIS SHURTLEFF,
5427.2 Secrétaire-trésorier.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COATICOOK.

Public notice is hereby given by the undersigned, Otis Shurtleff, secretary treasurer, that the under-mentioned lands will be sold at public auction, at the office of the municipal council, in said town of Coaticook, on MONDAY, the SIXTEENTH day of JANUARY next, 1911, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, unless the taxes due thereon and the costs incurred, are paid before that date, to wit :

William Welch, lots numbers 632, 633 and 635, and the cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook.

Amount due..... \$38 70

Representatives or legal heirs of late Louis Guérin, lot No. 1895, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$19 85

Pierre Lespérance, part of lots Nos. 1818 and 1540, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$21 40

Silas Aldrich, part of lot No. 1686, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$14 05

Edward A. Côté, lots Nos. 1423 and 1424, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$12 30

Representatives or legal heirs of late Aaron L. Brown, lot No. 1655, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 4 75

Miss Vena V. Merrill, part of lot No. 70, except a portion thereof taken by the corporation of Coaticook, to widen Main street.

Amount due..... \$77 10

Frederic A. Brigham, lots Nos 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509 and 1510, on the cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook.

Amount due..... \$33 55

Alphonse Major, part of lot No. 39, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 18 80

Mrs. Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), part of lot No. 692, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 66 93

Mrs. Angelina Comptois (Dame Jos. Lallier), lots Nos. 679, 680, 698 and 698A, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$116 85

Dame Julia Bertrand, part of lot No. 572, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 29 95

Joseph Leadbeter, part of lot No. 213, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 21 25

Joseph Lapointe, part of lots Nos. 861 and 862, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook.

Amount due..... \$ 10 17

OTIS SHURTLEFF,
5428 Secretary treasurer.

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE SHEFFORD.

Bureau du secrétaire-trésorier du comté de Shefford.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Ernest F. de Varennes, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, au lieu ordinaire des réunions du conseil de la susdite municipalité, au palais de justice, en la ville de Waterloo, en le susdit comté, JEUDI, le DEUXIEME jour de MARS prochain (1911), à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et charges dues aux municipalités locales ci-après mentionnées, sur les divers lots et parties de lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant le jour de la vente, savoir :

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SHEFFORD.

Office of the secretary treasurer of the county of Shefford.

Public notice is hereby given by the undersigned, Ernest F. de Varennes, secretary treasurer of the aforesaid municipality, that the lands hereinafter described will be sold at public auction, at the county court house, in the town of Waterloo, in the said county, on THURSDAY, the SECOND day of MARCH now next (1911), at TEN of the clock in the forenoon, for the assessments and charges due to the local municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots and parts of lots hereinafter described, unless the same be paid with the costs incurred before the day of the sale, to wit :

Municipalité scolaire d'Ely-Sud.—School municipality of South Ely.

Noms. — Names.	Occupation.	Numéros officiels. — Official numbers.	Taxes.	Frais. — Costs.	Total
Ephrem Lavallée...	Cultivateur.—Farmer.	765	\$37 85		\$37 85

Municipalité du canton d'Ely-Nord.—Municipality of the township of North Ely.

Thomas Lauzon ...	Cultivateur.—Farmer.	$\frac{1}{2}$ E. 507	2 00		2 00
Emile Blanchard...	" "	$\frac{1}{2}$ O.—W. 507	40 50		40 50

Municipalité du canton de Roxton.—Municipality of the township of Roxton.

Joseph Otis.....	Cultivateur.—Farmer.	Pt. S. 627	5 87	4 50	10 37
------------------	----------------------	------------	------	------	-------

Municipalité du canton de Stukely-Nord.—Municipality of the township of North Stukely.

John Campbell....	Fromager. Cheese- maker.....	Pt. 751 $\frac{1}{8}$ d'acre.	15 20	2 27	17 47
-------------------	---------------------------------	-------------------------------	-------	------	-------

(Signé—Signed) ERNEST F. DE VARENNES,

Secrétaire-trésorier C. M. comté de Shefford.—Secretary treasurer M. C. county of Shefford.

(Vraie copie—A true copy).

ERNEST F. DE VARENNES,

Secrétaire-trésorier C. M. comté de Shefford.—Secretary treasurer M. C. county of Shefford.

Waterloo, P. Q., 26 décembre—26th December, 1910.

3-4

Province de Québec.
MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE.

Aux habitants de la susdite municipalité.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Robillard, M. D., secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Labelle, que les propriétés ci-après mentionnées seront vendues à l'enchère publique, en l'hôtel-de-ville, au village de Papineauville, chef lieu où le conseil du dit comté tient ses sessions. JEUDI, le DEUXIEME jour du mois de MARS mil neuf cent onze, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et autres charges dues aux municipalités ci-après nommés sur les dits lots de terre ci-dessus désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente.

Province of Quebec.
MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE.

To the inhabitants of the aforesaid municipality.

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Robillard, M. D., secretary treasurer of the municipal council of the county of Labelle, that the properties hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the town hall, at the village of Papineauville, place were the council of said county hold its sessions, on THURSDAY, the SECOND day of MARCH, nineteen hundred and eleven, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the local municipalities hereinafter named upon the several lots of land hereinafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale.

Municipalité du canton de Buckingham.—Municipality of the township of Buckingham.

Propriétaires. — Owners.	Lots.	Rang. — Range.	Superficie. — Superficies	Montant. — Amount.
Louis Bonicaliz.....	3	7	257 acres..	\$ 34 84
James Farnand, sr.....	10a	8	102 " ..	15 89
Archibald McNaughton...	13b	9	4 " ..	13 59
Hector McNaughton....	6c B	6	140 " .	32 82

Municipalité scolaire de Notre-Dame des Neiges de Masson.

Scholar municipality of Notre Dame des Neiges de Masson.

Dolphis Chabot.....	Pt 11b	2 Buckingham....	Borné au nord par veuve F. X. Paquin, au sud par chemin du Roi, à l'est par veuve Adolphe Montigny, à l'ouest par chemin de fer P. C. — Bounded north by widow F. X. Paquin, south by King's road, east by widow Adolphe Montigny, west by C. P. Railway.....	1/2 acre.....	\$ 36 84
Ferdinand Constantineau	Pt 11b	1 Buckingham....	Borné au nord par la ligne entre le 1er et 2ème rang de Buckingham, à l'est par Trefflé Constantineau, au sud par chemin du Roi, à l'ouest par Elie Riopel.—Bounded north by line between 1st and 2nd range of Buckingham, east by Trefflé Constantineau, south by King's road, west by Elie Riopel.....		
	Pt 11b & Pt 11c	2 Buckingham....	Borné au nord par Paul Maheu et Paul Clément, est par Trefflé Constantineau, sud par la ligne entre 1er et 2ème rang, ouest par Elie Riopel et bout de la rue Saint-Alphonse.—Bounded north by Paul Maheu and Paul Clément, east by Trefflé Constantineau, south by line between 1st and 2nd range, west by Elie Riopel and end of Saint Alphonse street.....	1/2 acre.....	11 31

Municipalité scolaire de Notre-Dame des Neiges de Masson.—*Suite.*
 Scholar municipality of Notre Dame des Neiges de Masson.—*Continued.*

Propriétaires. — Owners.	Lots.	Rang. — Range.		Superficie. — Superficies	Montant. — Amount.
Paul Clément.....	pt. 11b.	2. Bucking- ham	Borné au nord par une rue, au sud par Ferdinand Constantineau, à l'est par Napoléon Laselle et John Gollinger, à l'ouest par Edouard Maheu. — Bounded north by a street, south by Ferdinand Constantineau, east by Napoleon Laselle and John Gollinger, west by Edward Maheu.....	$\frac{1}{2}$ acre ..	\$ 20 72
Napoléon Laselle.....	pt. 11c.	2. Bucking- ham	Borné au nord par Thomas Jameson, est par chemin de fer C. P., sud par Napoléon Laselle, sr., ouest par une rue. — Bounded north by Thomas Jameson, east by C. P. R., south by Napoleon Laselle, sr., west by a street.....	$\frac{1}{4}$ acre ..	28 97
Napoléon Laselle.....	pt. 11c.	2. Bucking- ham	Borné au nord par Napoléon Laselle, fils, à l'est par le chemin de fer P. C., au sud par Abraham Leroux, à l'ouest par une rue. — Bounded north by Napoléon Laselle, son, east by C. P. R., south by Abraham Leroux, west by a street.....	$\frac{1}{4}$ acre ..	16 85
Antoine Chabot.....	pt. 11c.	2. Bucking- ham ...	Borné au nord par Thomas Jameson, à l'est par veuve Patrick Kelly, au sud par Pierre Dubois, à l'ouest par une rue. — Bounded north by Thomas Jameson, east by widow Patrick Kelly, south by Pierre Dubois, west by a street.....	$\frac{1}{2}$ acre ..	31 70
R. J. Cameron.....	13-44	1. Bucking- ham ....	.....	$\frac{1}{2}$ acre ..	1 85
Louis Lefebvre.....	13-27	1. "	.....	$\frac{1}{2}$ acre ..	1 18
Séraphin Larose, fils....	14-21	1. "	.....	$\frac{1}{2}$ acre ..	4 45
M. J. Harty.....	13-64-65	1. "	.....	$\frac{1}{2}$ acre ..	4 81

Municipalité du village de Masson.—Municipality of the village of Masson.

Joseph Lapointe.....	13-31	1. Bucking- ham	Borné au nord par Ferdinand Plouffe, au sud par Chemin de Montreal, est par Théodore Charrette, ouest par Gont. Rhéaume. — Bounded north by Ferdinand Plouffe, south by Montreal road, east by Theodore Charrette, west by Gont. Rhéaume.	$\frac{1}{2}$ acre ..	6 54
----------------------	-------	-------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------	------

Municipalité de la paroisse de Sainte-Angélique.—Municipality of the parish of Saint Angelique.

J. B. Courtemanche....	Pt 506	Cascades..	Borné au nord et à l'ouest par le reste du lot No 506, au sud par le chemin public, à l'est par le lot No 507. — Bounded north and west by remainder of lot No. 506, south by public road, east by lot No. 507.....	1 arp....	\$ 8 25
------------------------	--------	------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------	---------

Municipalité scolaire de Sainte-Angélique.—Scholar municipality of Saint Angelique.

Propriétaires. — Owners.	Lots.	Rang. — Range.		Superficie. — Superficies	Montant. — Amount.
Adéric Lalonde	Pt 598, 599	Cascades..	Borné au sud par le rang Saint-Victor, à l'est par terre et chemin de Saint-Amédée, au nord par le chemin du Pont Portage, à l'ouest par le No 519, à distraire un emplacement de un arpent de longueur sur chemin de Saint-Amédée, sur un demi arpent de largeur à l'angle des deux chemins, à distraire aussi un autre emplacement de 50 pieds carrés sur le dit chemin de Saint-Amédée, occupé par John Riley, pour une fromagerie.—Bounded south by range Saint Victor, east by the lands and road of Saint Amédée, north by the road to Portage bridge, west by lot No. 519, to strike off an emplacement of one arpent in length on Saint Amédée road by a width of half an arpent at the angle of the two roads, to strike off also another emplacement of 50 feet square on said Saint Amédée road occupied by John Riley, for a cheese factory.....	49 arp.....	\$ 6 50

Municipalité du canton de Ripon.—Municipality of the township of Ripon.

Ferdinand Guenette ...	40	7	100 acres..	\$ 56 61
------------------------	----	---	-------	-------------	----------

Municipalité de Portland (Est) —Municipality of Portland (East).

James McPeack.....	1, 2, 3	9	.....	300 acres..	37 80
O. Maisonneuve.....	7, 8	8	.....	200 " ..	30 65
R. D. Ross.....	7	2	.....	100 " ..	24 59
Dan McMillan.....	6a, 6b	3	.....	200 " ..	16 90
G. A. Child.....	7	6	.....	100 " ..	12 50
J. A. Bisson.....	Pt 1b, 2a	3	Etant une lisière de 240 pieds de large sur toute la longueur du lot 1b côté ouest et une lisière de 632 pieds de large sur toute la longueur du lot 2a côté est.— Being a strip of 240 feet wide on the full length of lot 1b west side and a strip of 632 feet wide on the full length of lot 2a east side.....	100 acres..	9 70
A. Lapierre.....	Pt 5	6	Borné au nord et à l'est par F. St. Amour, au sud par Napoléon Boivenu, à l'ouest par chemin public.—Bounded north and east by F. St. Amour, south by Napoléon Boivenu, west by public road.....	$\frac{1}{2}$ acres..	52 49
A. Lapierre.....	13b	3	.....	100 " ..	20 76
P. Desjardins.....	Pt 5	6	Borné au nord par F. St. Amour, au sud par chemin public, à l'est par W. Chartrand, à l'ouest par J. P. Lahaie.—Bounded north by F. St. Amour, south by public road, east by W. Chartrand, west by J. P. Lahaie.....	3000 pds— feet.....	5 25

Municipalité de Portland (Est).—Suite.—Municipality of Portland (East).—Continued.

Propriétaires. — Owners.	Lots.	Rang. — Range.	Superficie. — Superficies	Montant. — Amount.
P. Desjardins.....	Pt 5	6	Borné au nord par P. Bourgon, au sud par F. St. Amour, à l'est par le chemin public, à l'ouest par la Rivière du Lièvre.— Bounded north by P. Bourgon, south by F. St. Amour, east by public road, west by River du Lièvre.....	½ acre .. \$ 2 07

Municipalité de Mulgrave et Derry.—Municipality of Mulgrave and Derry.†

Allan Lemieux.....	3, 4, 5	3 Derry	.....	295 acres..	21 85
Svernissen Sversen.....	N ½ 20 & 21	4 “	.....	100 “ ..	7 72
Hans Hartwigen.....	N ½ 18 & 19 S ½ 18 & 19	4 “ 5 “	.....	200 “ ..	9 00

Municipalité de Portland (Ouest).—Municipality of Portland (West).

Charles Bigelow.....	N ½ 12	2	.....	50 acres	7 62
Dame G. Cahan.....	20	4	.....	100 “	8 90
R. W. Farley.....	24, 25	5	.....	200 “	27 34
Succession—estate S. P. Frenchat.....	7, 8, 9, 10,	10	.....	400 “	54 69
B. F. Hays.....	15	2	.....	100 “	13 67

Municipalité du canton d'Amherst.—Municipality of the township of Amherst.

Joseph Richard....	10	6	100 acres	15 70
--------------------	----	---	-------	-----------	-------

Municipalité du canton Marchand.—Municipality of township Marchand.

A. Markson.....	15, 16	1	.....	200 acres	21 28
H. Thawette.....	4, 5,	2	.....	200 “	12 98
Nap. Panneton.....	31	S.-O. S.-W.	.....	123 “	5 91
Henri Berthiaume.....	85	S.-E., S.E.	.....	100 “	11 19
Veuve—widow Ad. La-pointe.....	5	S. Macaza.	.....	129 “	10 32

Municipalité du village de l'Annonciation.—Municipality of the village of L'Annonciation.

Xavier Labelle....	Pt 47 x 48	S-O. S-W.	Bornée à l'ouest par la rue du Couvent, au sud par la montée du village et Joseph Chevalier, à l'est par Joseph Chevalier et Arthur Drouin et Théodore Lachaine, et au nord par Noël Charrette et Rév. L. M. Vuillet.—Bounded west by Convent street, south by village Montee and Joseph Chevalier, east by Joseph Chevalier, Arthur Drouin and Théodore Lachaine, north by Noël Charrette and Rev. L. M. Vuillet.....	1 ¾ arp.	0 08
--------------------	------------	-----------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------	------

Municipalité du village de Montebello — Municipality of the village of Montebello.

Propriétaires. — Owners.	Lots.	Rang. — Range.		Superficie. — Superficies	Montant. — Amount.
Jean Bte Lavoie.....	107 & pt 104	Village	Cette dernière bornée au nord par le lot 108, au sud par la rue des Ormes et No 107 à l'est par partie du lot 104 propriété de Théodore Gravel à l'ouest par lot 107 et montée Major avec 3 maisons et dépendances ainsi qu'une boulangerie et four.—The latter bounded north by lot 108, south by Elm street and lot 107, east by part of lot 104, property of Théodore Gravel, west by lot 107 and Major montée, with 3 houses and dependencies also a bakery and oven.....	1 $\frac{3}{4}$ arp	14 12

Municipalité de la partie sud-est du canton de Buckingham.

Municipality of the south east part of the township of Buckingham.

Donald Beaton.....	6d	1 Bucking- ham.....	Bornée au nord et à l'ouest par J. Boucher, au sud par la Rivière Ottawa, à l'est par Frank Kiernan, bounded north and west by J. Boucher, south by Ottawa River, and east by Frank Kiernan.....	10 acres	2 21
--------------------	----	------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------	------

Municipalité de Suffolk et Addington.—Municipality of Suffolk and Addington.

Succession Estate Adrien Malette.....	12	2 Suffolk		100 acres.	14 01
Gabelus Seguin.....	21	2 "		"	23 99
David Bigras.....	10	3 "		"	24 72
Adrien Lavigne.....	38	6 "		"	11 04
Joseph Bédard.....	pt. 32.	5 "	Borné au sud par le 4me rang au nord et à l'ouest par le lot 32, à l'est par chemin public.—Bounded south by the 4th range, north and west by lot 32, east by public road.....	$\frac{1}{2}$ acre.	8 51
Antoine Larocque.....	D	5 "		100 acres.	11 21
Succession Estate Damase Larocque.....	6 & pt. 5.	4 "	Cette dernière partie de lot bornée au sud par le 3ème rang, au nord par chemin public, à l'est par No 6, à l'ouest par le lot 4.—The latter bounded south by 3d range, north by public road, east by public road, east by lot 6, west by lot 4.....	125 acres	34 00
E. L. Ethier.....	45	3 "		100 acres..	16 95
E. L. Ethier.....	47	3 "		100 "	16 95
Joseph Dion.....	A & 1	D "		200 "	26 30
Succession—estate Benj. Servant.....	20	2 "		100 "	20 98
Gabelus Seguin.....	pt. 26	2 "	Borné au sud par chemin public, au nord par lot 26, à l'ouest par Emile Demers, à l'est par Jean Binda.— Bounded south by public road, north by lot 26, west by Emile Demers, east by Jean Binda.....	$\frac{1}{2}$ acre. ...	42 06
Zephyrin Dion.....	24	A "		100 "	11 09
Victorin Bernard.....	20, 21, 22	5 "		300 "	27 29
Antoine Larocque.....	18	4 "		100 "	10 15
Victor Pimon.....	24	3 "		100 "	15 19

Municipalité de Suffolk et Addington.—*Suite.*—Municipality of Suffolk and Addington.—*Continued.*

Propriétaires. — Owners.	Lots.	Rang. — Range.		Superficie. — Superficies	Montant. — Amount.
Adrien Champagne.....	pt. 10 pt. 11	4 Suffolk	Borné à l'ouest par lot 9, à l'est par lot 12—Bounded west by lot 9, east by lot 12.....	100 acres.	\$ 13 83
Joseph Deguire.....	pt. 15	5 "	Borné au sud par chemin public. à l'est par lot 16.—Bounded south by public road, east by lot 16.....	50 "	13 88
Louis Bonenfant.....	31	1 Addington.		100 "	17 44
Napoléon Bertrand.....	48	1 "		100 "	17 36

Municipalité de Blake Bigelow Wells et McGill.—Municipality of Blake Bigelow Wells and McGill.

Jacques Chantigny.....	15	9 Blake..		100 acres.	5 25
Louis Bonicalzi.....	25	1 "		100 "	
	25	2 "		100 "	
	25	3 "		100 "	20 70
Louis Bonicalzi.....	pt. 4-5	2 McGill.	Borné au nord par des lots vacants, au sud par Johny Bonicalzi, à l'est par Louis Caron, à l'ouest par Léon Duquette—Bounded north by vacant lots, south by Johny Bonicalzi, east by Louis Caron, west by Léon Duquette.....	50 "	14 35
Grégoire Ducharme.....	11	3 "		100 "	
	12	2 "		100 "	6 77
William Parker.....	6 & 7	2 Wells.		200 "	15 38
Auguste Bondu.....	Pt 50	A Wells...	Borné au nord et au sud par Edouard Bertrand, à l'est par le chemin du Roi, à l'ouest par la Rivière du Lièvre.—Bounded north and south by Edouard Bertrand, east by Kings roads, west by River du Lièvre.....	1 acre.....	7 50

Municipalité scolaire de l'Annonciation.—Scholar municipality of l'Annonciation

Charrette et Frères.....	41	1 Marchand		100	5 88
Philippe Godin.....	30	S.-O. S.-W.		100	8 95
Joseph Cleary.....	A & B	N.-O. N.-W.		200	11 41
Hubert Chartrand.....	Pt 48	N.-E. N.-E.	Borné à l'ouest par le chemin de front, au nord, au sud et à l'est par le reste du lot 48 propriété de Th. Draper.—Bounded west by the front road, north, south and east by remainder of lot 48 property of Th. Draper.....	68 & 100 pieds — feet.....	4 36
Joseph Lachapelle, fils..	61	A		100 acres..	3 18
Adelard Legault.....	95	N.-O. N.-W.		100 "	9 37
Cléophas Chaboulez, fils.	17	S.-O. S.-W.		100 "	2 62

Municipalité scolaire de la Nativité de Joly.—Scholar municipality of la Nativité of Joly.

Félix Juteau.....	28	B. Joly...		90 acres..	44 32
-------------------	----	------------	--	------------	-------

Donné à Thurso, ce 27 décembre 1910.—Given at Thurso, this 27th December, 1910.

J. ROBILLARD, M. D.,

Secrétaire-trésorier.—Secretary treasurer.

Demandes à la Législature

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Règlementation et prohibition de l'usage des armes à feu ; installations de taximètres dans les voitures de louage et tarif des automobiles ; réglementation de la subdivision des terrains et inscription de rues cadastrées ; aqueduc et installation de robinets d'arrêt dans les habitations ; traitement des recorders et cour des recorders ; pension de fonctionnaires ; règlementation de la construction des bâtiments et application des règlements sur cette matière à tous les quartiers de la cité ; mesure d'hygiène relativement à la propreté dans les habitations ; droit de percevoir des municipalités les dépenses encourues par l'hospitalisation de malades venant de ces municipalités ; règlementation de la coupe des arbres ; pouvoir de la cité d'émettre des emprunts pour fins scolaires ; dépenses résultant des obligations imposées à la cité dans les nouveaux quartiers ; ratification des règlements et de rôles faits dans ces quartiers avant l'annexion, modification des obligations de la cité envers ces quartiers et moyens d'y faire face ; pouvoirs des estimateurs ; installation d'une batterie, parc Mont-Royal ; souscription au monument du Roi ; enregistrement des rues et voies publiques des quartiers annexés ; voirie ; dépôt pour refaire chaussée et pavage dans les rues excavées ; ratification de l'acte passé le 7 janvier 1910, pour fermeture des rues entre la cité et la Cie du Chemin de Fer Pacifique Canadien.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Hôtel de Ville,
Montréal, 4 janvier 1911.

61

Avis est par le présent que James H. Maher, de la ville d'Outremont, district de Montréal, entrepreneur, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant son titre au lot No 331, paroisse du Sault-au-Récollet, et ratifier certains actes y ayant rapport.

BLAIR & LAVERTY,

Procureurs du requérant.

Montréal, 15 décembre 1910.

69

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Harris Kligman, menuisier, Jacob Katz, tailleur, Morris Cohen, pressier, Harris Gold, marchand d'occasion, Samuel H. Vineberg, tailleur, Nathan Bigman, forgeron, et David Katz, tailleur, tous des cité et district de Montréal, afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Congregation Charayrin Kall Yisrael", avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles, tenir des registres des actes de l'état civil et pour autres fins semblables.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.

Montréal, 4 janvier 1911.

75

Applications to the Legislature

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Legislature, at its coming session, for amendments to its charter on the following matters:

Regulation and prohibition of the use of fire-arms ; installation of taximeters in hackney-cabs and tariff of charges for automobiles ; regulation of the subdivision of lands and inscription of cadastred streets ; water-works and installation of stop-cocks in dwellings ; salary of the recorders and recorder's court ; pension of officials ; regulation of the erection of buildings and application of the buildings by-laws to all the wards of the city ; sanitary measures in connection with the cleanliness of dwellings ; power to collect from municipalities the expenditure incurred for the treatment, in hospitals, of patients coming from such municipalities ; regulation of the cutting of trees ; power of the city to issue loans for school purposes ; expenditure resulting from the obligations imposed upon the city in the new wards ; ratification of by-laws and rolls made in such wards previous to modification of the obligations of the city towards said wards ; and means of meeting same ; powers of the assessors ; installation of a battery on Mount-Royal Park ; subscription to the King's Monument ; recording of streets and public highways of annexed wards ; roads ; deposit to cover cost of repairing streets and pavements when excavations are made, ratification of the deed passed on the 7th January, 1910, for the closing of streets, between the city and C. P. Ry. Coy.

L. O. DAVID,

City clerk.

City Hall.

Montreal, 4th January, 1911.

62

Notice is hereby given that James H. Maher, of the town of Outremont, district of Montreal, contractor, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming his title to lot No. 331, parish of Sault au Recollet, and ratifying certain deeds relating thereto.

BLAIR & LAVERTY,

Attorneys for applicant.

Montreal, 15th December, 1910.

70

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec at its next session, by Harris Kligman, carpenter, Jacob Katz, tailor, Morris Cohen, presser, Harris Gold, junk dealer, Samuel H. Vineberg, tailor, Nathan Rigman, blacksmith, and David Katz, tailor, all of the city and district of Montreal, to incorporate them as a religious congregation under the name of "The Congregation Charayrin Kall Yisrael", with power the acquire and possess movable and immovable property, to keep registers of acts of civil status and for other analogous purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for petitioners.

Montreal, 4th January, 1911.

76

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2275.
 Dame Marie Louise Savard, de la cité de Montréal,
 épouse de Delphis Lemay, journalier, de la cité
 et du district de Montréal, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Delphis Lemay, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a
 été instituée en cette cause, le premier jour de dé-
 cembre 1910.
 EMARD & EMARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 3 janvier 1911. 29

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1779.
 Dame Philomène Décarie, de la ville Saint-Pierre,
 épouse commune en biens de Zéphirin Décarie,
 de Notre-Dame de Grâce, district de Montréal,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Zéphirin Décarie, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée
 contre le défendeur, le 3 janvier 1911.
 Z. FILION,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 4 janvier 1911. 57

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de F. X. Gagnon, marchand, de
 Montréal, Failli.
 En vertu d'un jugement de cette cour, en date du
 27 décembre 1910, j'ai été nommé curateur aux biens
 du dit insolvable.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 moi dans les trente jours du présent avis.
 NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.
 11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 4 janvier 1911. 79

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1531.
 Dans l'affaire de Joseph Robitaille, de Québec, mar-
 chand de bicyclettes et automobiles,
 Débiteur insolvable ;
 et
 Médéric Clérout, médecin-dentiste,
 Créancier requérant cession.
 Le bilan des biens du dit Joseph Robitaille,
 ayant été déposé pour le bénéfice de ses créanciers,
 par Cyprien Robitaille, le gardien provisoire en
 cette cause, le trentième jour de décembre dernier,
 avis est par le présent donné à ses créanciers,
 d'être présents au bureau du protonotaire de la
 cour supérieure, pour le district de Québec, à Qué-
 bec, le 12 janvier prochain, à dix heures de l'avant-
 midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un
 curateur et des inspecteurs.
 L. CYPRIEN ROBITAILLE,
 Gardien provisoire.
 Québec, 3 janvier 1911. 73

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2275.
 Dame Marie Louise Savard, of the city of Montreal,
 wife of Delphis Lemay, laborer, of the city and
 district of Montreal, duly authorized to enter into
 judicial proceedings, Plaintiff ;
 vs
 The said Delphis Lemay, Defendant.
 An action for separation as to property and bed
 and board has been instituted in this cause, on the
 first day of December, 1910.
 EMARD & EMARD,
 Attorneys for plaintiff
 Montreal, 3rd January, 1911. 30

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1779.
 Dame Philomène Décarie, of the town of Saint
 Pierre, district of Montreal, wife common as to pro-
 perty of Zéphirin Décarie, of Notre-Dame de Grâce,
 said district, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs
 The said Zéphirin Décarie, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted against the defendant, on the 3rd of
 January, 1911.
 Z. FILION,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 4th January, 1911. 58

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 In the matter of F. X. Gagnon, merchant, Mon-
 treal, Insolvent.
 In virtue of a judgment of the court, dated the
 27th December, 1910, I was appointed curator to the
 property of the said insolvent.
 All persons having claims against the said estate
 are requested to file them with me within the
 thirty days from this notice.
 NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.
 11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 4th January, 1911. 80

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court*
 No. 1531.
 In the matter of Joseph Robitaille, of Quebec,
 automobile dealer, Insolvent ;
 and
 Médéric Clérout, physician dentist,
 Creditor petitioner for assignment.
 The statement of the assets of the said Joseph
 Robitaille, having been filed for the benefit of
 his creditors, by Cyprien Robitaille, provisional
 guardian, on the 30th day of December, 1910,
 notice is hereby given to his creditors, to be pre-
 sent at the office of the protonotary, superior
 court, district of Quebec, on the 12th of January,
 1911, at ten o'clock in the forenoon, to give their
 opinion on the appointment of a creditor and in-
 spectors to the said insolvent estate.
 L. CYPRIEN ROBITAILLE,
 Provisional guardian.
 Quebec, 3rd January, 1911. 74

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de E. Boucher, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné que le dit failli a
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens
 pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du
 prothonotaire à Montréal.
 A. W. WILKS,
 Député gardien provisoire.
 Bureau de Wilks & Burnett.
 Montréal, 31 décembre 1910. 71

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of E. Boucher, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that the said insolvent
 has, this day, made, in the prothonotary's office in
 Montreal, a judicial abandonment of his property
 for the benefit of his creditors.
 A. W. WILKS,
 Deputy provisional guardian.
 Office of Wilks & Burnett.
 Montreal, 31st December, 1910. 72

Avis du Gouvernement

AVIS.

La formation d'une association sous le nom de
 "La Caisse Supplémentaire de Secours Mutuels du
 diocèse de Sherbrooke", dans le but d'aider ses
 membres qui sont affligés par la maladie ou infir-
 mité, au moyen de contributions de ses membres, a
 été autorisé par ordre en conseil, en date du 30
 décembre 1910.

Le principal bureau de l'association est à Sher-
 brooke, P. Q.

Donné conformément à l'article 6896 S. R. P. Q.,
 1909, ce quatrième jour de janvier 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
 Département du Trésor.
 Québec. 77

Québec, 29 novembre 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a
 été présentée à Son Honneur le lieutenant-gou-
 verneur de la province de Québec, par Robert Hugh
 Barron, écuyer, notaire public, pratiquant et rési-
 dant dans la cité de Montréal, district de Montréal,
 par laquelle il demande le transfert, en sa faveur,
 des minutes, répertoire et index de feu Charles
 Cushing, en son vivant notaire public, pratiquant
 dans la cité de Montréal, dit district, conformé-
 ment aux dispositions du code du Notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

4941.5

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des
 compagnies de Québec, il a été accordé par le
 lieutenant-gouverneur de la province de Québec,
 des lettres patentes en date du seizième jour de
 décembre 1910, constituant en corporation MM.
 Thomas Malcolm Craig, marchand de bois, de Sher-
 brooke, Louis Bolduc, marchand de bois, de Saint-
 Victor de Tring, Eusèbe Huard, marchand, de la
 ville de Mégantic, Charles D. White, avocat, et
 Sarsfield Cleary, commis, de la cité de Sherbrooke,
 dans les buts suivants :

Construire et mettre en opération sur la propriété
 de la compagnie, ou sur la propriété acquise pour
 les fins de tramways et voies d'évitement de chemin
 de fer :

Acquérir et mettre en opération des limites à
 bois, moulins, machines et pouvoirs d'eau ;

Acquérir et posséder des terrains avec bâtisses
 sus érigées et en disposer ;

Placer, acquérir et posséder des obligations, dé-
 bentures et stock de certaines compagnies avec les-
 quelles la compagnie incorporée par les présentes
 est autorisée à faire des affaires ;

Government Notice

NOTICE.

The formation of a society under the name of
 "La Caisse Supplémentaire de Secours Mutuels du
 diocèse de Sherbrooke" for the purpose of making
 provision for those of its members who are afflicted
 by sickness or infirmity by means of contributions
 from its members, has been authorized by order in
 council, dated the 30th December, 1910.

The head office of the society is in Sherbrooke,
 P. Q.

Given pursuant to article 6896, R. S. P. Q., 1909,
 this fourth day of January, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,
 Treasurer Department,
 Québec. 78

Québec, 29th November, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been
 presented to His Honor the Lieutenant Governor
 of the province of Québec, by Robert Hugh Barron,
 esquire, notary public, residing and practising in
 the city of Montreal, district of Montreal, by which
 he asks for the transfer in his favor, of the minutes,
 repertory and index of the late Charles Cushing,
 in his lifetime notary public, practising in the city
 of Montreal, aforesaid district, in accordance with
 the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

4942

Public notice is hereby given that, under the Que-
 bec Companies Act, letters patent have been issued
 by the Lieutenant Governor of the province of
 Québec, bearing date the sixteenth day of December,
 1910, incorporating Messrs. Thomas Malcolm Craig,
 lumber dealer, of Sherbrooke, Louis Bolduc, lum-
 ber merchant, of Saint Victor de Tring, Eusèbe
 Huard, merchant, of the town of Mégantic, Charles
 D. White, advocate, and Sarsfield Cleary, clerk,
 of the city of Sherbrooke, for the following pur-
 poses :

To construct and operate on the property of the
 company, or on property acquired for the purpose,
 tramways and railroad sidings ;

To acquire and operate timber limits, mills, ma-
 chinery and water powers ;

To acquire, own and dispose of lands with build-
 ings erected thereon ;

To invest in and acquire and hold the bonds,
 debentures and stock of other companies with
 which the company hereby incorporated is empow-
 ered to contract ;

Faire toutes autres affaires (soit manufacturées ou autrement) qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être conduites convenablement en rapport avec ses affaires, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter sa valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou aucuns des droits de la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre toute ou aucune partie de l'entreprise, affaires, propriétés, actions, biens ou obligations de toutes personnes, sociétés ou compagnies faisant toutes affaires, en tout ou en partie, que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété convenable et propre pour les fins de cette compagnie, et entrer en société et arrangement pour le partage des profits ou risque conjoint avec toutes telles personnes, sociétés ou compagnies ;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties pour le paiement, soit en tout ou en partie, de toute propriété (actions, obligations et débetures de toute autre compagnie), services, droits, bail, option, affaire, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, licence ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir ;

Hypothéquer la propriété immobilière et vendre, louer, échanger, engager, ou en disposer autrement, ou faire le commerce avec tous ou aucune partie des biens, droits ou entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie ;

Tirer, marquer, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, débetures et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The Louise Lumber Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Mégantic.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1910.

21

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente décembre 1910, par lesquelles la compagnie "Le Parc Jacques Cartier Limité" a obtenu les pouvoirs additionnels suivants :

Acquérir, posséder par achat, échange, bail ou autrement, vendre, louer, exploiter, échanger toute espèce de biens mobiliers et immobiliers et généralement aliéner ou louer toute telle propriété et ce dans les limites de la province de Québec ; faire et construire des maisons, des ponts et des quais et d'autres constructions que la compagnie jugera convenables sur les dits immeubles et ailleurs ; faire tous changements et améliorations aux dits biens et les exploiter suivant leur nature ; faire toutes avances d'argent aux acheteurs de terrains de la compagnie ; recevoir et posséder toutes garanties mobilières et immobilières pour ces avances d'argent et en disposer ; acquérir l'actif et le passif de toute personne, société ou compagnie et les actions dans le fonds capital de toutes telles compagnies, payer le prix d'achat de toutes telles acquisitions ainsi que les services rendus ou qui seront rendus à la compagnie et les avantages qui lui seront procurés ou qui lui ont déjà été procurés en actions acquittées, bons, débetures de la compagnie ou autrement ; emprunter et hypothéquer tout ou partie des propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts, toutes hypo-

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, share, assets or liabilities of any person, partnerships or company carrying on any business, in whole or in part which this company is authorized to carry on or possessed or property suitable and proper for the purposes of this company, and to enter into partnership, arrangement for sharing of profits or joint adventure with any such person, partnership or company ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part of any property (shares, bonds and debentures of any other company), services, rights, lease, option, business, franchise, undertaking, power, privilege, licence or concession which this company may lawfully acquire ;

To hypothecate immoveable property and to sell, lease, exchange, pledge or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To draw, mark, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, debentures and other negotiables or transferable instruments, under the name of "The Louise Lumber Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Megantic.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1910.

22

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, in virtue of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1910, by which the company "Le Parc Jacques Cartier, Limitée" has obtained the following additional powers :

To acquire, hold by purchase, exchange, lease or otherwise, sell, rent, exploit, exchange, any kind of real and personal property and generally alienate or rent any such property, all within the limits of the province of Quebec ; to build and erect houses, bridges, wharves and other buildings that the company may deem advisable on the said immoveable property and elsewhere ; to make any changes and improvements to the said properties and exploit same according to their kind ; to make any advances of money to purchasers of the company's land ; to accept and hold any moveable and immoveable securities for such advances of money and dispose thereof ; to acquire the assets and liabilities of any person, firm or company and shares of the capital stock of any such companies, pay for same and for services rendered or that may be rendered to the company and for the advantages that may be procured or that have already been procured for it, with paid up shares, bonds, debentures of the company or otherwise ; to borrow and hypothecate all or part of the immoveable property of the company, transfer as security for all loans, all the hypothecs or other rights and securities belonging to the com-

thèques ou autres droits et garanties appartenant à la compagnie; vendre et disposer de tous tels droits, hypothèques et garanties.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de décembre 1910.

JOS. DUMONT,

31

Sous-secrétaire de la province.

No. 3033.10

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur de la province par un ordre en conseil, en date du 30 décembre dernier 1910, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Octave de Métis, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave de Métis, comté de Matane, les Nos 48, 49, 50, 51, 52, et 53, du rang le Long Cabot, de la seigneurie Lepage et Thivierge; les lots Nos 18 et 19, du rang D, du canton Cabot, et de les annexer à celle de Sainte-Angèle de Mérici, dans le même comté. 85

No 4501.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 3 janvier 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2589 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Grégoire le Thaumaturge, comté d'Hochelega, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Saint-Stanislas de Kotska, telle qu'érigée par décret de Mgr l'archevêque de Montréal, en date du 16 juin 1910, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Stanislas de Montréal". 83

Avis public est donné que la Règle de Pratique No 2 de la Commission des services d'utilité publique de Québec est remplacée par la clause suivante : "No 2. La Commission siègera au palais de justice, en la cité de Québec, le dernier mardi de chaque mois, n'étant pas un jour de fête légale, à dix heures et demie de l'avant-midi, pour entendre toutes demandes, mais pas nécessairement pendant les mois de juillet et août. 15

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 30 décembre 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article 12 des règlements de bois de la Couronne :—" Mais il leur est permis de couper le bouleau à papier de sept pouces de diamètre sur la souche, mesurée à deux pieds au-dessus du sol".

Il est aussi ordonné que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article 15 des dits règlements, savoir : "La corde anglaise de bouleau à papier servant à la fabrication des bobines ou autres objets tournés équivalent à 400 pieds mesure de planche".

89

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 30 décembre 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil.

Attendu qu'il est tenu actuellement dans le bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest, en vertu du par. 4 de l'art. 2162 du code civil, un livre dans lequel sont entrés les actes de vente, baux, transports, quittances, actes d'accord, certificats de club, retrocessions et avis affectant les ventes.

Attendu qu'il est dans l'intérêt public que la

pany; sell and dispose of all such rights, hypothecs and securities.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of December, 1910.

JOS. DUMONT,

32

Deputy Provincial Secretary.

No. 3083.10

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the Administrator of the Province has been pleased, by order in council, dated the 30th of December, 1910, to detach from the school municipality of Saint Octave de Métis, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Octave de Métis, county of Matane, the Nos. 48, 49, 50, 51, 52 and 53, of the Long Cabot range, of the seigniorie Lepage and Thivierge; the lots Nos. 18 and 19, of range D, of the township Cabot, and to annex same to that of Sainte Angèle de Mérici, in the same county. 86

No. 4501.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 3rd January, 1911.

In conformity with the provisions of article 2589 R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Grégoire le Thaumaturge, county of Hochelega, all the territory comprised within the limits of the parish of Saint-Stanislas de Kotska, as erected by decree of His Grace the Archbishop of Montreal, dated the 16th of June, 1910, and to erect same into a separate school municipality, under the name of "Saint-Stanislas de Montreal". 84

Public notice is given that Rule of Practice No. 2 of the Quebec Public Utilities' Commission is replaced by the following clause :

No. 2. The Commission shall sit at the court house, in the city of Quebec, on the last Tuesday of every month, if not a legal holiday, at half past ten o'clock in the forenoon, to hear any applications, but not necessarily during the months of July and August. 16

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 30th December, 1910.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following paragraph be added to article 12 of the Crown Timber Regulations :—" But they shall be permitted to cut birch intended for paper of seven inches in diameter at the butt, measured two feet above the ground."

It is also ordered that the following paragraph be added to article 15 of the said regulations, namely : The English cord of birch intended for paper, used for the manufacture of bobbins or other shaped goods is equivalent to 400 feet board measure."

90

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 30th December, 1910.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas there is now kept in the registry office of Montreal West, in virtue of par. 4 of article 2162 of the civil code, a book in which are entered the deeds of sale, leases, transfers, acquittances, deeds of agreement, club certificates, reconveyances and notices affecting sales.

Whereas it is in the public interest that the said

tenue de ce livre soit divisée en deux parties, la première contenant les actes de vente et la seconde les autres actes ci dessus énumérés.

Attendu qu'en vertu de l'art. 2161 du code civil, le lieutenant gouverneur en conseil peut changer la forme de ces livres et ordonner qu'il en soit tenu de nouveaux, et telle ordonnance prend effet à dater du jour qui est mentionné dans la "Gazette Officielle", pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet arrêté.

Il est ordonné qu'il soit tenu dans la division d'enregistrement de Montréal-Ouest, en outre des livres actuellement tenus, deux livres distincts, l'un pour y enregistrer tous les actes de vente et le second pour y enregistrer les baux, transports, quittances, actes d'accord, certificats de club, retrocessions et avis affectant les ventes, et que la présente ordonnance prenne effet le trentième jour après la publication du présent arrêté en conseil dans la "Gazette Officielle".

GUSTAVE GRENIER,

91 Greffier du Conseil Exécutif.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci après mentionné, ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Compton, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire ".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 4 janvier 1911.

67

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE
EN CHANCELLERIE.

Québec, 5 janvier 1911.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur d'appeler l'honorable Geo. R. Smith, de Westmount, au Conseil législatif de la province de Québec, pour représenter la division de Victoria, au lieu et place de l'honorable J. K. Ward, décédé.

L. G. DESJARDINS,

93 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L.S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que le juge ad-
Procureur-Général. } ministrant la justice et les membres du Barreau du district de Terrebonne, ont demandé que certaines modifications soient apportées, concernant les époques de la tenue des termes de la Cour du Banc du Roi, juridiction criminelle, de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, dans le dit district de Terrebonne ;

book be kept divided into two parts, the first containing the deeds of sale, and the second the other deeds hereabove enumerated.

Whereas that under article 2161 of the civil code, the Lieutenant Governor in council may change the form of the said books and order that new ones be kept, and such order takes effect from the day mentioned in the "Official Gazette", provided such day be not fixed at less than one month from the publication of such order.

It is ordered that there be kept in the registration division of Montreal-West, in addition to the books now kept, two separate books, one in which to register the deeds of sale, and the second, in which to register leases, transfers, acquittances, deeds of agreement, club certificates, conveyances and notices affecting sales, and that this order take effect on the thirtieth day after the publication of this order in council in the "Official Gazette".

GUSTAVE GRENIER,

92 Clerk of the Executive Council.

Public notice is hereby given that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Compton, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the parish of Saint-Camille-de-Cookshire ".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 4th January, 1911.

68

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 5th January, 1911.

His Honor the Administrator has been pleased to call the Honorable Geo. R. Smith, of Westmount, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of Victoria, in the place and stead of Honorable J. K. Ward, deceased.

L. G. DESJARDINS,

94 Clerk of the Crown in Chancery

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

L. A. JETTÉ.

[L.S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the judge
Attorney General. } in the administration of justice, and the members of the Bar of the district of Terrebonne, have requested that certain modifications be made respecting the dates of the holding of the terms of the Court of King's Bench, criminal jurisdiction, of the Superior Court and of the Circuit Court, in the said district of Terrebonne ;

Attendu qu'il est opportun, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, d'accéder à cette demande, et qu'en conséquence, les termes et séances des cours, dans et pour le district de Terrebonne, soient modifiés en la manière ci-après énoncée.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre Province, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes réglons et ordonnons qu'à partir du premier janvier 1911, les époques et la tenue des termes de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit, dans et pour le district de Terrebonne, soient fixées comme suit :

A Sainte-Scholastique, les termes de la Cour Supérieure seront de trois jours consécutifs commençant le premier lundi de février, mars, avril, mai, juin, octobre et novembre.

A Sainte-Scholastique, les termes de la Cour de Circuit seront de deux jours consécutifs commençant le jeudi qui suit le premier lundi de février, avril, juin, octobre et novembre.

A Saint Jérôme, les termes de la Cour Supérieure seront de quatre jours consécutifs commençant le quatrième mardi de février, mars, avril, juin, septembre, octobre et novembre de chaque année.

A Saint-Jérôme, les termes de la Cour de Circuit seront de trois jours consécutifs commençant le second mercredi qui suit le premier lundi de février, mars, avril, juin, octobre et novembre de chaque année.

A Lachute, les termes de la Cour de Circuit auront lieu le second lundi de février, avril et octobre de chaque année.

Quant à la Cour du Banc du Roi, juridiction criminelle, l'ouverture du terme, cette année, aura lieu à Sainte-Scholastique à la même date que les années précédentes, mais à partir du premier janvier 1912, le terme de la Cour du Banc du Roi, juridiction criminelle, s'ouvrira à Sainte-Scholastique, le mercredi qui suit le deuxième lundi de janvier de chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Administrateur du gouvernement de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce CINQUIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

87

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du trentième jour de décembre 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal :—MM. Guillaume Wilhems, agent d'affaires, Montréal, Emile Pinsonneault, secrétaire-trésorier de la commission scolaire de Saint-Grégoire de Thaumaturge, (paroisse Immaculée Conception), de la cité de Montréal.

District de Terrebonne :—M. John William Molson, propriétaire de moulins à scies, de la cité de Montréal.

59

Whereas it is expedient in the interest of the proper administration of justice, to grant the said prayer and that therefore, the terms and sittings of the courts, in and for the district of Terrebonne, be modified in the manner hereinafter set forth ;

Therefore, with the advice of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order that from the first of January, 1911, the dates and the holding of the terms of the Superior Court and of the Circuit Court, in and for the district of Terrebonne, be fixed as follows :

At Saint Scholastique : The terms of the Superior Court shall be of three consecutive days commencing on the first Monday of February, March, April, May, June, October and November.

At Saint Scholastique : The terms of the Circuit Court shall be of two consecutive days commencing on the Thursday following the first Monday of February, April, June, October and November.

At Saint Jerome : The terms of the Superior Court shall be of four consecutive days commencing on the fourth Tuesday of February, March, April, June, September, October and November of every year.

At Saint Jerome : The terms of the Circuit Court shall be of three consecutive days commencing on the second Wednesday following the first Monday of February, March, April, June, October and November of every year.

At Lachute : The terms of the Circuit Court shall be held on the second Monday of February, April and October of every year.

As to the Court of King's Bench, criminal jurisdiction, the opening of the term, this year, will take place at Saint Scholastique, on the same date as the preceding years, but from the first of January, 1912, the term of the Court of King's Bench, criminal jurisdiction, shall open at Saint Scholastique, on the Wednesday following the second Monday of January of every year.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ; WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS AMABLE JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Administrator of the Government of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our Cit of Quebec, in Our said Province, this FIFTH day of JANUARY, 1911, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

88

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of December, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal :—Messrs. Guillaume Wilhems, business agent, Montreal, Emile Pinsonneault, secretary treasurer of the school commission of Saint Grégoire de Thaumaturge, (Immaculate Conception parish), of the city of Montreal.

District of Terrebonne :—Mr. John William Molson, saw-mill, owner, of the city of Montreal.

60

Index de la Gazette Officielle de Québec No 1.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Asselin vs Langlois, 26 ; Brunet vs Lefebvre, 24 ; Carey vs McQuillan, 25 ; Champagne vs Provencher, 25 ; Chené vs Langlois, 25 ; Décarie vs Décarie, 47 ; Gagnon vs Montminy, 26 ; Gaudette vs Gauthier, 26 ; Lapointe vs Rouillard, 24 ; Letellier vs Barril, 24 ; Lord vs Demers, 25 ; Morin dit Costello vs Chartré, 25 ; Savage vs Parent, 35 ; Tabah vs Astphan, 26 ; Turcotte vs Desbiens, 26.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Savard vs Lemay, 47.

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc., 1.

ARRÊTÉS EN CONSEIL : —Concernant division d'enregistrement de Montréal-Ouest, 50 ; Relativement aux règlements de la Couronne, 50.

AVIS : —Aux conseils municipaux, 1 ; La Commission des services d'utilité publique, 50 ; Landry, 28 ; L'Anglo-Canadienne, vie et accidents, 26.

BILLS PRIVÉS. P. Q. : —Avis au sujet des : —Assemblée législative, 7 ; Conseil législatif, 5.

BILLS PRIVÉS : —2.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE : —Paroisse de Saint-Camille de Cookshire, 51.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Bélanger, George.....	12
Carrick, John J.....	19
Cedar Park.....	16
Cie d'Assurance Mont Royal.....	13
Cie d'Assurance Mutuelle des Industries.....	23
Cie de chemin de Québec et de l'Île d'Orléans.....	15
Cie de chemin de fer Kamourask-l'Islet.....	20
Cité de Québec.....	11
Cie Shawinigan Water & Power Coy.....	10
Commission des écoles catholiques de Montréal.....	22
Corporation de la cité des Trois-Rivières.....	23
Corporation de la ville de Buckingham.....	11
Corporation du village de Rigaud.....	13
Corporation du village du Sault au Récollet.....	17
Decarie, Frs-X. et al.....	10
Dominion of Canada Trust Corporation.....	23
Dumontier, Charles.....	17
Emond Chs Auguste.....	13
Fidélité de feu Henry M. Balser.....	23
Greenshields, J. N., et Chs. R. Whitehead.....	16
Greenshields, J. N. et John D. Oppe.....	14
Groulx, Philias.....	9
Kligman, Harris et al.....	47
La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries.....	23
La Cie Immobilière de Montréal-Est.....	18
La cité de Montréal.....	15
La cité de Montréal, (avis supplémentaires).....	46
Leduc, Gilbert et al.....	18
Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal.....	19
Les Dominicaines du Rosaire.....	15
Les Prévoyants du Canada.....	19
Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis.....	18
Légataires de feu Dame Leclair.....	23
Limoges, Olivier, et al.....	24
Maher, James H.....	46
Marion, Jules.....	16

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : —Dmes Asselin vs Langlois, 26 ; Brunet vs Lefebvre, 24 ; Carey vs McQuillan, 25 ; Champagne vs Provencher, 25 ; Chené vs Langlois, 25 ; Décarie vs Décarie, 47 ; Gagnon vs Montminy, 26 ; Gaudette vs Gauthier, 26 ; Lapointe vs Rouillard, 24 ; Letellier vs Barril, 24 ; Lord vs Demers, 25 ; Morin dit Costello vs Chartré, 25 ; Savage vs Parent, 25 ; Tabah vs Astphan, 26 ; Turcotte vs Desbiens, 26.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Savard vs Lemay, 47.

ADVERTISERS : —Notice to :—Respecting notices, &c., 1.

ORDERS IN COUNCIL : —Concerning the registration division of Montreal West, 50 ; Relatively to the rules of the Crown, 50.

NOTICE : —To municipal councils, 1 ; Quebec Public Utilities Commission, 50 ; Landry, 28 ; The Anglo-Canadian, Life and Accident, 26.

PRIVATE BILLS. P. Q. : —Notices respecting the :—Legislative Assembly, 7 ; Legislative Council, 5.

PRIVATE BILLS : —2.

FARMER'S CLUB : —Formation of :—Parish of Saint Camille de Cookshire, 51.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Bélanger, George.....	12
Carrick, John J.....	19
Cedar Park.....	16
Mount Royal Assurance Company.....	13
Mutual Industries Assurance Company.....	23
Quebec & Island of Orleans Railway Coy.....	15
The Kamouraska-L'Islet Railway Coy.....	20
City of Québec.....	11
Shawinigan Water & Power Company.....	10
Catholic school commission of Montreal.....	23
Corporation of the city of Three Rivers.....	22
Corporation of the town of Buckingham.....	11
Corporation of the village of Rigaud.....	13
Corporation of the village Sault au Récollet.....	17
Decarie, Frs-X. et al.....	10
Dominion of Canada Trust Corporation.....	23
Dumcatier, Charles.....	17
Emond, Chs Auguste.....	13
Trustees of the late Henry B. Balser.....	23
Greenshields, J. N., and Chs. R. Whitehead.....	16
Greenshields, J. E. and John D. Oppe.....	14
Groulx, Philias.....	9
Kligman, Harris et al.....	47
La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Industries.....	23
La Cie Immobilière de Montréal-Est.....	18
The city of Montreal.....	15
The city of Montreal, (supplementary notices).....	46
Leduc, Gilbert et al.....	18
Curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre-Dame de Montréal.....	19
Les Dominicains du Rosaire.....	15
Les Prévoyants du Canada.....	19
Les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Lévis.....	18
Legatees of the late Dame Leclair.....	23
Limoges, Olivier, et al.....	24
Maher, James H.....	46
Marion, Jules.....	16

Montreal & Northern Colonization Coy.....	10	Montreal & Northern Colonization Coy.....	10
Montreal & Southern Railway & Power Coy.	10	Montreal & Southern Railway & Power Coy.	10
Montreal Cotton Coy.....	23	Montreal Cotton Coy.....	23
Montreal Street Railway Coy.....	16	Montreal Street Railway Coy.....	16
Montreuil, Israël et autres.....	15	Montreuil, Israël and others.....	15
Municipalité de Boyer Ouest.....	12	Municipality of Boyer West.....	12
Municipalité du village de Montréal-Sud....	9	Municipality of the village of Montreal South	9
Prudential Trust Company, limited.....	12	Prudential Trust Company, limited.....	12
Quebec & Saguenay Railway Coy.....	23	Quebec & Saguenay Railway Coy.....	23
Révérèndes Sœurs de la Charité de Québec..	22	Révérèndes Sœurs de la Charité de Québec..	22
Rivard, Adj., et al.....	18	Rivard, Adj., et al.....	18
River Mead Golf Club.....	12	River Mead Golf Club.....	12
Roberge, A. Jos. A.....	18	Roberge, A. Jos. A.....	18
Roberts et al. (Dme).....	16	Roberts et al. (Dme).....	16
Routhier, J. C.....	22	Routhier, J. C.....	22
Roy, Alfred N.....	9	Roy, Alfred N.....	9
Saraguay Electric & Water Coy.....	14	Saraguay Electric & Water Coy.....	14
Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Salaberry de Valleyfield.....	24	Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Val- leyfield.....	24
Steine Morris B., et al.....	22	Steine Morris B., et al.....	22
Syndics de la paroisse Saint-Enfant-Jésus de Montréal.....	18	Trustees of the parish Saint-Enfant Jésus de Montréal.....	18
Syndics de Saint-Denis, Montréal.....	17	Trustees of Saint-Denis, Montreal.....	17
Synod of the diocese of Montreal.....	14	Synod of the diocese of Montreal.....	14
Taschereau, l'hon. Sir Henri Elzéar.....	19	Taschereau, Hon. Sir Henri Elzéar.....	19
The district of Bedford General Hospital...	12	The district of Bedford General Hospital....	12
The Life Underwriters Association of the Province of Quebec.....	12	The Life Underwriters Association of the Province of Quebec.....	12
The Richmond, Magog & Stanstead Railway Coy.....	21	The Richmond, Magog and Stanstead Rail- way Coy.....	21
The Village of Greenfield Park.....	10	The Village of Greenfield Park.....	10
The Womens Christian Association of Que- bec.....	20	The Womens Christian Association of Que- bec.....	20
Tourigny, l'hon. Frs S. et autres.....	14	Tourigny, the Hon. Frs and others.....	14
Trustees, Executors & Securities Insurance Corporation.....	19	Trustees, Executors & Securities Insuranc Corporation.....	19
Tucker, Charles P., et al.....	20	Tucker, Charles P., et al.....	20
Ville de Farnham.....	13	Town of Farnham.....	13
Ville de Bay-View.....	20	Town of Bay-view.....	20
Ville de Maisonneuve.....	17	Town of Maisonneuve.....	17
EXAMENS : — Montréal, 28 ; Ottawa, 27 ; Québec, 27 ; Saint-François, 27 ; Trois-Rivières, 27.		EXAMINATION : — Montreal, 28 ; Ottawa, 27 ; Que- bec, 27 ; Saint Francis, 27 ; Three Rivers, 27.	
FAILLIS : — Bernard & Ruel, 29 ; Boucher, 48 ; Diamond, 28 ; Dyon, 28 ; Gagnon, 48 ; God- bout, 29 ; Gravel, 28 ; Lepage & fils, 29 ; Mar- tin & Tremblay, 29 ; Morin, 29 ; Robitaille, 48 ; Robitaille, 29 ; Spinelli Co., 30 ; The Standard Paper Bottle Co., 30.		INSOLVENTS : — Bernard & Ruel, 29 ; Boucher, 48 ; Diamond, 28 ; Dyon, 28 ; Gagnon, 48 ; God- bout, 29 ; Gravel, 28 ; Lepage & fils, 29 ; Mar- tin & Tremblay, 29 ; Morin, 29 ; Robitaille, 48 ; Robitaille, 29 ; Spinelli, Co., 29 ; The Standard Paper Bottle Co., 30.	
LETTRES PATENTES : — St-Andrews Land Coy. 3 ; The Louise Lumber Coy, 48 ; The Temisca- mingue Faber Gold Silver Mining Coy limited, 3 ; The Victoria Chair Mfg Coy, 5.		LETTERS PATENT : — St. Andrews Lands Coy, 3 ; The Louise Lumber Coy, 48 ; The Temisca- mingue Faber Gold Silver Mining Coy limited, 3 ; The Victoria Chair Mfg. Coy, 5.	
LETTRE PATENTE SUPPLEMENTAIRE : — Le Parc Jac- ques-Cartier limité, 49.		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Le Parc Jac- ques-Cartier, limité, 49.	
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — St-Stanislas de Montréal, 50.		SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annexed or to erect, &c. : — St. Stanislas of Montreal, 50.	
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Annexée ou érigée : — Divers lots de Saint-Octave de Métiis à Sainte- Angèle de Mérici, 50.		SCHOOL MUNICIPALITIES : — Annexed or erected : — Several lots of Saint-Octave de Metis to Sainte Angèle de Mérici, 50.	
NOMINATIONS : — Juges de paix : — Montréal, 52 ; Terrebonne, 52.		APPOINTMENTS : — Justices of the peace : — Mon- treal, 52 ; Terrebonne, 52.	
NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Par Louis Aristide Rousseau, 2.		NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER — By Louis Aristide Rousseau, 2.	
PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 2 ; Termes des Cours district de Terrebonne, 51.		PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for dispatch of business, 2 ; Terms of Courts, district of Terrebonne, 51.	
SOCIÉTÉ FORMÉE : — La Caisse Supplémentaire de Secours Mutuels du diocèse de Sherbrooke, 47.		SOCIETY FORMED : — La Caisse Supplémentaire de Secours Mutuels du diocèse de Sherbrooke, 47.	

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES, comté de :—

Labelle.....	40
Shefford.....	39
Ville de Coaticook.....	38

VENTES PAR LES SHERIFS :

CHICOUTIMI :—Belleau vs Bouchard, 30.

GASPÉ :—Blanchette vs Roy, 31.

KAMOURASKA :—April vs April, 31.

MONTRÉAL :—Dansereau vs Lefebvre et al, 32 ;
Dupuis vs Robert, 32 ; Foisy vs Ilieff, 33 ;
Pesant dit Saus-Cartier vs Beauchemin, 32 ;
The Hudson Bay Knitting Coy vs Devillers,
33 ; Tremblay vs Dagenais, 33.

PONTIAC :—Hayes vs Ostrine, 33.

QUÉBEC :—Robitaille vs Cardinal, 34.

RICHELIEU :—Dumontier vs Désy, 35 ; Lebrun vs Sévigny, 34.

RIMOUSKI :—Gagnon, failli 35 ; The Eastern Townships Bank vs Simard, 36.

SAINT FRANÇOIS :—Marcoux vs Marcoux, 37 ; Masten vs Robert et al, 36.

TROIS RIVIÈRES :—Charbonneau insolvable, 37 ; Nobert et al vs Landry, 37.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES, counties of :—

Labelle.....	40
Shefford.....	39
Town of Coaticook.....	38

SHERIFFS' SALES :

CHICOUTIMI :—Belleau vs Bouchard, 30.

GASPE :—Blanchette vs Roy, 31.

KAMOURASKA :—April vs April, 31.

MONTREAL :—Dansereau vs Lefebvre et al, 32 ;
Dupuis vs Robert, 32 ; Foisy vs Ilieff, 33 ;
Pesant dit Saus-Cartier vs Beauchemin, 32 ;
The Hudson Bay Knitting Coy vs Devillers,
33 ; Tremblay vs Dagenais, 33.

PONTIAC :—Hayes vs Ostrine, 33.

QUÉBEC :—Robitaille vs Cardinal, 34.

RICHELIEU :—Dumontier vs Désy, 35 ; Lebrun vs Sévigny, 34.

RIMOUSKI :—Gagnon, insolvent, 35 ; The Eastern Townships Bank vs Simard, 36.

SAINT FRANCIS :—Marcoux vs Marcoux, 37 ; Masten vs Robert et al, 36.

THREE RIVERS :—Charbonneau, insolvent, 37 ; Nobert et al vs Landry, 37.

